MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Quarante-deuxième séance – Mardi 13 mars 2001, à 17 h

Présidence de M. Bernard Paillard, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{mes} Nicole Bobillier, Renate Cornu, M. Philippe Cottier, M^{me} Diana de la Rosa, M. Alain Fischer, Mme Liliane Johner, M. Mark Muller, Mmes Isabel Nerny et Evelyne Strubin.*

Assistent à la séance: *M. Alain Vaissade*, maire, *M. Manuel Tornare*, vice-président, *MM. André Hediger, Christian Ferrazino et Pierre Muller*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 1^{er} mars 2001, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 13 mars et mercredi 14 mars 2001, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Alain Vaissade, maire. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, nous avons deux communications à faire de la part du Conseil administratif. La première concerne l'adhésion de la Ville de Genève à l'Association pour le respect du site du Mont-Blanc. La deuxième concerne les comptes de la municipalité pour l'année 2000 et vous sera donnée par M. Pierre Muller.

Je voudrais tout d'abord informer le Conseil municipal, même si vous l'avez peut-être appris par voie de presse aujourd'hui, que nous avons voulu nous joindre à l'Association pour le respect du site du Mont-Blanc, de manière à pouvoir entreprendre des actions juridiques envers les autorités françaises au sujet de la réintroduction des poids lourds dans le tunnel du Mont-Blanc. M. Roman Juon, conseiller municipal, avait déposé la résolution R-21, que vous avez votée le 27 juin 2000, demandant au Conseil administratif d'entreprendre des démarches pour restreindre le trafic des camions dans ce tunnel. Nous avons choisi la démarche juridique en adhérant à l'association que je viens de citer, puisqu'un des buts de cette dernière est de lutter contre le retour des poids lourds dans le tunnel du Mont-Blanc. Par cette action, la Ville de Genève a invité les autres collectivités publiques à faire de même et à lancer un appel de solidarité à toutes les communes pour rejoindre les quatre communes déjà engagées dans ce sens, à savoir Les Houches, Chamonix, Servoz et Vallorcine.

Voilà, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, l'information que je tenais à vous donner. Nous sommes à votre disposition pour vous remettre les statuts si vous désirez les consulter.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, j'ai le plaisir, au nom du Conseil administratif, de vous donner quelques chiffres phares des comptes de la Ville de Genève pour l'exercice 2000. Ces chiffres ont été donnés lors d'une séance de la commission des finances qui a eu lieu aujourd'hui, de midi à 14 h, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à 14 h 15 et devant la commission du personnel et celle de l'Association des cadres de l'administration municipale à 15 h. Le maire et moi avons également donné des explications.

Je crois que l'on peut dire aujourd'hui que c'est un jour historique, puisque j'ai le plaisir de vous annoncer, au nom du Conseil administratif, un excédent de revenu de 87,6 millions de francs, représentant le bénéfice du compte de fonctionnement pour l'exercice 2000. J'aimerais aussi vous dire que le total des charges s'est

élevé à 855 millions de francs, en chiffres ronds, celui des revenus à 942 millions, la différence étant de 87 millions, toujours en chiffres ronds, comme je vous le disais à l'instant.

Il est important de vous signaler que les investissements nets pour l'année 2000 se sont élevés à 133 millions de francs. Nous avons eu la chance de constater, pour l'exercice 2000, qu'il y avait un autofinancement positif, qui s'élève à 148 millions de francs, soit plus de 100%. La différence entre ce chiffre et le montant des investissements nets donne 15 millions de francs, que nous pouvons verser au remboursement de la dette de notre Ville.

Ce qui est intéressant, et je pense qu'il est également important que vous le sachiez, c'est que ce montant de 15 millions de francs aurait été augmenté de 70 millions, en chiffres ronds, si nous n'avions pas dû recapitaliser l'année passée la Banque cantonale de Genève d'un montant de 70 millions de francs, c'est-à-dire 35 millions pour le patrimoine administratif et 35 millions pour le patrimoine financier.

Je tiens à vous faire savoir que la fortune de la Ville de Genève s'élève, à fin 2000, à 258 millions de francs, en chiffres ronds, et que nous remontons la pente par rapport aux années antérieures, où, chaque fois que nous avons un déficit, il fallait manger un bout de cette fortune. En Benchmark, qui est une référence, la fortune était de 345 millions de francs en 1992. Vous voyez bien que si nous continuons dans cette tendance haussière, c'est-à-dire à obtenir des résultats positifs, nous allons retrouver assez rapidement le niveau de fortune que nous avons en 1992, avant la dégringolade de l'économie et, par conséquent, des comptes de la municipalité.

Je peux vous dire aussi que le centime additionnel, personnes physiques et personnes morales confondues, a atteint, pour l'année 2000, 12 448 000 francs, ce qui représente également une augmentation par rapport à 1999. En effet, pour l'exercice présent, c'est-à-dire le budget 2001, le projet de budget que vous avez voté et que nous avons défendu par-devant vous au mois de décembre, le revenu du centime additionnel est de 13 millions de francs. On voit donc qu'il y a une augmentation sensible des revenus fiscaux, ce qui est évidemment extrêmement positif.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les quelques chiffres que je voulais vous donner aujourd'hui. Vous les verrez probablement avec une explication dans la presse et dans les médias demain. Il est clair que ces comptes vous seront adressés très rapidement et que le Conseil municipal pourra s'en saisir lors de la séance du mois d'avril.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. J'aimerais tout d'abord faire une remarque concernant les motions urgentes. Lors de la séance de 17 h du mercredi 21 février, nous avons annoncé la réception de la motion urgente N° 162, de MM. Kanaan et Deshusses, concernant la subvention octroyée au Théâtre de Carouge. Toutefois, nous ne nous étions pas prononcés sur la clause d'urgence de cette motion, le débat sur le nouveau Musée d'ethnographie ne nous en ayant pas laissé le temps. Nous traiterons donc cette clause d'urgence tout à l'heure, après l'élection concernant la Commission de la petite enfance.

Nous venons de recevoir une autre motion munie de la clause d'urgence. Il s'agit de la motion N° 168 de M. Souhail Mouhanna intitulée «Débâcle financière de la Banque cantonale de Genève». De plus, les auteurs de la motion N° 160 concernant le tunnel du Mont-Blanc et qui est inscrite à notre ordre du jour demandent que cet objet soit débattu aujourd'hui. Nous traiterons donc ces deux clauses d'urgence à la suite de celle sur la motion à propos du Théâtre de Carouge.

Voilà pour la première communication. La deuxième concerne une séance au sujet des candidats à la naturalisation. Je prie M^{me} Cramer de bien vouloir lire le document en question.

Lecture de la lettre:

Genève, le 23 février 2001

Concerne: séance d'information destinée aux candidats à la naturalisation

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

Nous avons le plaisir de vous convier à la prochaine séance d'information à l'intention des candidats à la naturalisation genevoise qui aura lieu jeudi 22 mars 2001 à 20 h, dans les salons du Palais Eynard (entrée: rue de la Croix-Rouge 4).

Dans l'attente de vous rencontrer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, l'assurance de notre considération distinguée.

Le secrétaire général du Conseil administratif
Jean Erhardt

3. **Prestation de serment de M. Sacha Ding, remplaçant M. Jean-Luc Persoz, conseiller municipal démissionnaire.**

M. Sacha Ding est assermenté.

4. **Election d'un représentant du Conseil municipal pour faire partie de la Commission de la petite enfance en remplacement de M. Jean-Pierre Oberholzer, démissionnaire (Règlement relatif aux conditions de subventionnement des institutions privées pour la petite enfance, art. 4) (RCM, art. 131, lettre B).**

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Monsieur le président, le groupe libéral propose, pour le représenter au sein de la Commission de la petite enfance, Mme Sophie Christen, conseillère municipale.

Le président. Je vous remercie. Nous allons encore procéder à la lecture de la lettre de votre démission.

Lecture de la lettre:

Genève, le 21 février 2001

Monsieur le président,

Je porte à votre connaissance mon intention de renoncer à mon mandat auprès de la Commission consultative de la petite enfance que j'ai l'honneur de présider.

Quelques soucis de santé ainsi qu'un emploi du temps fort chargé me contraignent à prendre cette décision.

Je vous remercie de prévoir l'élection de mon successeur lors de notre prochaine séance plénière de mars 2001.

Je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'expression de ma parfaite considération.

Jean-Pierre Oberholzer

Le président. Le Conseil municipal étant représenté au sein de la Commission de la petite enfance par un membre par parti, cette élection est tacite.

M^{me} Sophie Christen est élue.

Le président. Comme annoncé dans les communications du bureau du Conseil municipal, nous allons débattre maintenant des clauses d'urgence sur les motions. Nous les prenons par ordre chronologique de réception.

5. Clause d'urgence sur la motion de MM. Sami Kanaan et Gérard Deshusses: «Pour un effort collectif en faveur du Théâtre de Carouge et le respect des décisions du Conseil municipal» (M-162)¹.

Le président. Je vous rappelle que nous ne traitons, dans un premier temps, que l'urgence. Quelqu'un souhaite-t-il défendre l'urgence de cette motion?

M. Gérard Deshusses (S). J'aimerais m'exprimer très brièvement pour dire que nous avons refusé le financement du Théâtre de Carouge au mois de décembre dernier, dans le cadre de l'examen du budget 2001, parce que nous estimions que ce n'était plus seulement le rôle de la Ville de Genève, mais aussi celui du Canton et de l'ensemble des communes. Or il se trouve que la présidente du Département de l'instruction publique, Mme Brunschwig Graf, a trouvé une solution qui, certes, peut nous convenir pour cette année, puisqu'il s'agit de prendre l'argent sur le Fonds culturel de Genève alimenté par le Casino de Genève, mais qui, en revanche, ne répond pas à l'exigence de politique équilibrée en matière de financement des théâtres - notamment du Théâtre de Carouge - que nous voulons voir mettre en place au cours des années à venir.

Avant d'accepter ce que propose M^{me} Brunschwig Graf, nous aimerions pouvoir discuter de l'ensemble. C'est la raison pour laquelle nous avons déposé cette motion urgente.

M. Alain Vaissade, maire. Je tiens à m'exprimer sur l'urgence, parce que le dépôt de cette motion me paraît un peu entaché d'incertitude. Ce n'est pas le Conseil municipal qui est compétent pour décider de l'affectation du fonds cultu-

---

¹ Annoncée, 3730.

rel provenant des ressources de la Société d'exploitation du Casino de Genève SA (SECSA), puisque le rôle de ce fonds a été défini par le Conseil d'Etat et le Conseil administratif, suite à des délibérations. Ce «Fonds culturel de Genève», qui est alimenté par 80% des bénéfices de la SECSA, dépend donc de M^{me} Brunschwigg Graf et de moi-même, et non pas du Conseil municipal. Cependant, je comprends que vous déposiez cette motion, puisque c'est vous qui aviez proposé la suppression de la subvention du Théâtre de Carouge et que vous vous retrouvez dans une situation qu'il faut clarifier.

En effet, M^{me} Brunschwigg Graf a fait, unilatéralement, une déclaration à la presse affirmant qu'elle voulait financer le Théâtre de Carouge en puisant dans le Fonds culturel de Genève alimenté par la SECSA. Moi-même, dès le mois de janvier, je lui avais écrit, préalablement à cette déclaration, que le Conseil municipal avait refusé de verser une subvention et que, s'il fallait venir en aide au Théâtre de Carouge pendant l'année 2001 par une subvention de 700 000 francs de la SECSA pour combler le trou de la Ville de Genève, j'étais volontiers disposé à le faire, pour autant que la Ville de Carouge et l'Etat de Genève s'engagent à verser cette subvention par la suite. Je lui ai donc écrit au mois de janvier à ce sujet et je n'ai pas reçu de réponse à ce jour, si ce n'est sa déclaration que j'ai lue dans la presse.

Cette déclaration part d'un bon sentiment, parce qu'on ne va tout de même pas laisser couler le Théâtre de Carouge. Cependant, je ne vois pas en quoi l'urgence de votre motion pourrait résoudre cette situation, vu que le Conseil municipal n'est pas compétent pour attribuer cet argent. La seule chose que le Conseil municipal puisse dire, c'est qu'il confirme la décision du mois de décembre, à savoir qu'il ne veut pas qu'on inscrive une subvention au budget. Quant à ce qui se fait par la suite, il n'a pas d'autre possibilité que d'enregistrer ce qui a été décidé. A mon avis, cette motion n'a donc pas besoin d'être traitée à la séance d'aujourd'hui. Elle pourra tout à fait être traitée au mois d'avril, et même au mois de mai.

Je voulais m'exprimer à ce propos non pas pour combattre votre motion, mais sur l'urgence. Il faut en effet attendre que l'Etat réponde à la lettre que je lui ai envoyée au mois de janvier pour que je puisse vous donner des informations sur ce qui se passera après: soit l'Etat inscrira une subvention de 700 000 francs en supplément pour le Théâtre de Carouge, soit c'est la Ville de Carouge qui le fera. Je ne vois pas ce qu'on pourrait faire avec votre motion tant qu'aucune décision ne nous est communiquée.

M. Didier Bonny (DC). J'aimerais savoir s'il n'y a qu'une seule personne par parti qui peut s'exprimer sur l'urgence.

Le président. Oui, en effet.

M. Didier Bonny. Alors je laisserai la parole à mon collègue Jean-Charles Lathion. (*Protestations.*)

M. Jean-Charles Lathion (DC). La position du Parti démocrate-chrétien lors de la suppression, le 16 décembre 2000, de la subvention au Théâtre de Carouge a été mal comprise par les acteurs et une partie de la population. Il nous semble donc urgent, quant à nous, de pouvoir mieux l'expliquer. C'est la raison pour laquelle nous sommes en faveur de la clause d'urgence sur la motion M-162.

M. Daniel Künzi (AdG/SI). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, le groupe SolidaritéS, fidèle au Théâtre de Carouge, tient à renouveler maintenant sa confiance à ce théâtre en acceptant l'urgence de la motion M-162. Pourquoi y a-t-il urgence? C'est simplement parce que les années comptables, dans le théâtre, se calculent de juin à juillet; il est donc important pour le Théâtre de Carouge de pouvoir prévoir la prochaine saison, qui commence en septembre, le plus rapidement possible.

M. Georges Breguet (Ve). Les Verts, qui ont soutenu une position de compromis sur la subvention octroyée au Théâtre de Carouge en demandant qu'elle soit de 500 000 francs, se sentent libres de refuser cette urgence, et cela d'autant que le magistrat vient de donner de très bonnes raisons de traiter la motion M-162 en avril ou en mai. De plus, à la commission des arts et de la culture, nous avons reçu M. Olivier Vodoz, président de la Fondation du Théâtre de Carouge, qui est venu nous parler de la situation suite au refus du Conseil municipal d'octroyer une subvention au théâtre. Il est vrai que tout le monde souhaite que cette situation évolue, mais il n'y a pas urgence.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le groupe libéral ne pense pas non plus qu'il y ait urgence en la matière. En effet, après le vote du budget 2001, le Théâtre de Carouge est sorti de notre budget. Nous ne le subventionnons plus; il ne nous concerne donc plus. Cela concerne maintenant la SECSA, et le Conseil municipal n'a pas à se saisir, en urgence en tout cas, de ce problème.

M^{me} Michèle Ducret (R). Je prends la parole simplement pour dire que, nous aussi, nous refuserons l'urgence.

M. Alain Comte (AdG/TP). Nous, Alliance de gauche (Parti du travail), nous abstiendrons quant à l'urgence. Vous connaissez notre position: lors du vote du budget 2001, nous avons défendu les 700 000 francs de subvention accordés les

années précédentes au Théâtre de Carouge. La situation semble réglée par l'intervention de M^{me} Brunschwig Graf et celle de M. Hediger à travers le Fonds culturel de Genève. Nous attendons donc le budget 2002 pour avoir une position plus arrêtée.

Le président. L'ensemble des partis s'étant exprimé, nous soumettons cette urgence à vos suffrages.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la motion est refusée par 28 non contre 20 oui (7 abstentions).

Le président. Ce point sera donc traité à son tour lorsque nous y arriverons dans l'ordre du jour.

6. Clause d'urgence sur la motion de M. Souhail Mouhanna: «Débâcle financière de la Banque cantonale de Genève» (M-168)¹.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Vous vous souvenez certainement que, lors du débat du 6 juin 2000, lorsque la Ville de Genève était appelée à participer à l'augmentation du capital de la Banque cantonale de Genève (BCGe) – d'ailleurs M. Muller vient de nous le rappeler – il s'agissait d'un montant de 70 millions, pour essayer d'éviter que cette Banque cantonale ne tombe en faillite. A cette même date, nous avons également discuté d'une motion, qui a été acceptée assez largement par notre Conseil municipal, demandant que la Ville de Genève engage les actions nécessaires pour déterminer les responsabilités dans la débâcle financière de la Banque cantonale de Genève. Cette motion M-109 invitait également le Conseil administratif à présenter au Conseil municipal, dans les plus brefs délais, un rapport sur la concrétisation de cette motion.

Aujourd'hui, c'est-à-dire neuf mois après le vote de cette motion, nous n'avons toujours aucun rapport ni aucune indication. D'ailleurs, lors de deux auditions que nous avons demandées en commission des finances, nous avons obtenu un certain nombre d'informations confirmant que rien n'a été fait. J'ai même été surpris de constater que le Conseil administratif lui-même attendait d'avoir quelques renseignements par rapport à ce qui se passait au sujet de la Banque cantonale. Nous savons également que quand il s'agit de l'Etat de Genève et qu'il y a des pertes qui

¹ Annoncée, 3842.

se comptent en milliards, cela n'intéresse manifestement pas certains conseillers municipaux, mais, quand il s'agit de discuter de 55 millions pour le Musée d'ethnographie, alors, là, c'est la catastrophe!

Voilà la remarque que je voulais faire. Il s'agit donc de milliards et, ces milliards-là, c'est précisément les contribuables, les citoyens, les habitants de la ville de Genève qui vont devoir les payer à cause de l'incompétence des responsables et d'un certain nombre d'erreurs commises au niveau de la Banque cantonale de Genève. A partir du moment où la Ville de Genève est propriétaire de 21% du capital de la BCGe, je trouve qu'elle se doit d'engager les actions nécessaires pour déterminer les responsabilités et obtenir réparation du préjudice subi par elle et par les collectivités publiques. L'Etat de Genève va d'ailleurs inscrire 2,5 milliards de francs dans les comptes 2000. C'est la raison pour laquelle je demande, au nom de mon groupe, que le Conseil municipal examine cette motion M-168 en lui donnant une suite favorable et que le rapport demandé soit remis au plus tard à fin juin 2001, ce qui fera plus d'un an après l'acceptation de la motion M-109 du 6 juin 2000.

Le président. J'aimerais faire remarquer que nous ne nous entendons pratiquement plus dans le brouhaha général régnant dans cette salle. J'ai déjà sonné trois fois la cloche – ce qui m'arrive rarement. Nous en sommes à 25 minutes de nos débats, alors je vous prie vraiment d'essayer de vous respecter un peu plus les uns les autres, s'il vous plaît.

M. Alain Marquet (Ve). Les Verts entreront bien évidemment en matière sur la notion d'urgence de cette motion. Je vous rappellerai d'ailleurs que j'avais été le premier, quelques semaines après l'annonce de la débâcle de la BCGe, à poser une question orale au Conseil administratif sur ses intentions pour préserver les intérêts de la Ville, qui est fortement impliquée dans cette banque. La demande contenue dans cette question orale avait été formulée, si je ne me trompe pas, par la commission des finances, dans la motion M-109 à laquelle M. Mouhanna faisait allusion tout à l'heure. Or, si on peut maintenant considérer que le cap le plus difficile pour la BCGe est peut-être effectivement passé – si je prends une image, je dirais que la BCGe n'est plus sous perfusion ou sous l'assistance d'un tas d'instruments qui devraient lui permettre d'éviter un coma beaucoup plus profond – elle n'est, malgré tout, visiblement pas encore au mieux de sa forme. C'est la raison pour laquelle nous considérons, nous, les Verts, qu'il est très urgent de discuter de l'avenir des fonds importants que la Ville a choisi d'investir dans cette institution cantonale.

Le président. Plus personne n'est inscrit pour prendre la parole. Monsieur Lyon, je ne pourrai pas vous passer la parole; un seul intervenant par parti s'ex-

prime quand on développe l'urgence. Je suis désolé, vous êtes dans le même groupe que M. Mouhanna, qui s'est déjà exprimé.

M. Sami Kanaan (S). Je dois dire tout d'abord que je ne comprends pas qu'on traite les urgences maintenant. Normalement, selon le nouveau règlement, les motions urgentes doivent être déposées à 17 h et l'urgence traitée à 20 h 30, afin que les groupes puissent prendre connaissance des textes. Or nous prenons connaissance de ces textes à l'instant et il nous est extrêmement difficile de prendre position correctement; d'où le brouhaha, d'ailleurs, Monsieur le président, parce que les groupes reçoivent ces textes et doivent se mettre d'accord sur une position en catastrophe, ce qui n'est pas une bonne manière de travailler.

Au sujet du texte dont nous venons de prendre connaissance, en fait, il ne fait que répéter la motion N° 109 déjà votée par le Conseil municipal à l'époque de la recapitalisation; je dirais qu'il n'y a pas urgence absolue à traiter de cela aujourd'hui. Cependant, pour ne pas être mal compris et ne pas donner l'impression que nous ne prenons pas au sérieux cette motion N° 168, même si elle vient un peu comme un cheveu sur la soupe, nous en voterons l'urgence.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Sans aborder le fond ni la question de l'opportunité, je dirai que la question de l'urgence de la démarche demandée par la motion M-168 est, à mon sens, liée à une question de prescription. En entendant M. Mouhanna, je comprends que l'essentiel de sa volonté consiste à voir l'action publique, c'est-à-dire l'action pénale, se diriger contre l'un ou l'autre des organes de la banque, mais je le tranquilliserai en affirmant que c'est une action qui se prescrit par dix ans; il n'y a donc pas urgence.

En ce qui concerne l'action civile, *a priori*, elle n'est pas ouverte. Cela dit, nous pourrions évidemment envisager d'engager une telle action, mais, le cas échéant, je ne crois pas que nous nous trouverions dans une prescription d'une année, et en plus ce délai de prescription serait au plus tôt celui de l'assemblée générale. Dès lors, si les instructions qui ont été données par le Conseil municipal avaient une certaine force obligatoire à l'égard du Conseil administratif, il n'en demeure pas moins qu'il n'y a pas menace en ce qui concerne d'éventuels droits populaires ou publics qui pèseraient aujourd'hui sur la Banque cantonale de Genève.

De ce fait, j'estime, à titre personnel, qu'il est prématuré et que ce serait une faute stratégique de vouloir se jeter sur cette action. En effet, une attitude réfléchie et attentive du Conseil administratif, qui, de toute façon, est le seul à avoir la compétence pour ouvrir une action judiciaire, défendra certainement mieux l'intérêt de chacun des citoyens de Genève.

M. Robert Pattaroni (DC). Mon intervention sera d'autant plus brève que M. Froidevaux a développé un point de vue que nous partageons. Le Conseil administratif représente l'exécutif et notre Conseil le législatif. La motion N° 109 a été votée; elle n'a pas été votée à l'unanimité. Et le Conseil administratif, qui – il faut toujours le rappeler – est assez largement représentatif de l'Alternative, a le rôle d'observer, d'intervenir et de proposer. Jusqu'à présent, le Conseil administratif ne nous a pas interpellés, mais nous supposons qu'il continue de faire son travail. En effet, c'est au Conseil administratif de nous dire ce qu'il en est; il n'y a donc pas de raison, à la minute, de voter l'urgence de la motion N° 168, puisque le Conseil administratif n'a pas encore répondu à la motion N° 109, alors que c'est son devoir de le faire.

Le président. Je vous remercie. La parole n'est plus demandée sur l'urgence, je soumetts donc... (*Remarque de M. Lyon.*) Eh bien, non, il y en a un par groupe. Changez le règlement, Monsieur Lyon, s'il ne vous convient pas. Nous passons au vote de l'urgence.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la motion est refusée par 29 non contre 24 oui (8 abstentions).

7. Clause d'urgence sur la motion de MM. Roman Juon, Sami Kanaan, Alain Marquet et Roger Deneys: «Pour un tunnel du Mont-Blanc conforme aux normes de sécurité et du développement durable» (M-160)¹.

M. Sami Kanaan (S). Si nous souhaitons traiter aujourd'hui, et non pas dans deux ou trois mois, cette motion qui figure à un point avancé de notre ordre du jour, c'est parce qu'il y a effectivement urgence, puisque les travaux en vue de la réouverture du tunnel du Mont-Blanc avancent vite. D'ailleurs, M. le maire, en intervenant au nom de la Ville de Genève contre le retour des poids lourds dans ce tunnel, va dans le même sens que notre motion. Du point de vue du calendrier, je pense que ce serait idéal de renforcer la prise de position publique du Conseil administratif, annoncée aujourd'hui dans la presse et au début de cette séance au Conseil municipal, et de prononcer clairement notre vœu que ce tunnel ne soit pas réouvert avant que les prescriptions de sécurité soient remplies. C'est pourquoi nous suggérons de traiter ce problème aujourd'hui. Je vous remercie, et cela en mémoire des victimes de l'accident, qui a eu lieu il y a exactement deux ans!

M. Bernard Lescaze (R). Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, le problème du tunnel du Mont-Blanc est certainement

¹ Annoncée, 3449.

un problème important; nous ne discutons pas de son importance, mais de l'urgence de voter une motion à ce sujet. Il y a des mois et des mois que l'on sait que ce tunnel va être réouvert; on avait d'abord dit en avril, maintenant on parle de septembre. Il nous semble en réalité que la prétendue urgence défendue par le groupe socialiste et appuyée par les Verts, si j'ai bien compris, est une urgence politicienne. Il y a une semaine, M. Vaissade avait déjà communiqué à une commission du Grand Conseil la position de la Ville, et, comme par hasard, elle paraît aujourd'hui dans la presse; pourquoi aujourd'hui? Parce que le Conseil d'Etat est précisément à Chamonix. Cela me paraît simplement être une manœuvre politicienne, il n'y a aucune urgence, nous pourrions très bien traiter ce problème, qui est fondamental et qui mérite mieux que des querelles politiques, à la prochaine séance.

M. Alain Marquet (Ve). Monsieur le président, vous me permettez tout d'abord de laisser la politique politicienne à ceux qui en font le plus souvent usage; je ne me sens pas concerné par les termes que vient d'employer le préopinant.

Pour ce qui est de l'urgence de ladite motion, vous pourrez sans peine, Monsieur le président, rappeler à M. Lescaze que cette motion a été déposée il y a trois mois. A cette époque, il n'était pas question des informations dont nous disposons maintenant et qui nous permettent de supposer que des choses graves sont en train de se produire, ou que des choses très graves risquent de se reproduire si nous n'intervenons pas de façon urgente et de façon pressante dans ce qui se passe actuellement avec le chantier de réfection du tunnel du Mont-Blanc.

C'est la raison pour laquelle nous vous prions de soutenir l'urgence de cette motion.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Je vous remercie, Monsieur le président, de me donner enfin la parole. Je tiens à vous en remercier officiellement.

Je serais curieux de savoir, étant donné que nous sommes parmi les gros actionnaires du tunnel du Mont-Blanc, quelle sera la participation de la Ville de Genève dans cette affaire, puisque nous sommes les promoteurs de ce projet. J'aimerais également savoir si ceux qui ont déposé cette motion connaissent la géographie du lieu. En effet, j'aimerais que vous me disiez combien de milliards va coûter la montée de Chamonix jusqu'au tunnel. Pour ma part, j'ai une proposition bien meilleure et qui est très urgente: interdisons aux poids lourds de passer le tunnel du Mont-Blanc, et vous verrez que le problème sera résolu, il n'y aura plus d'accidents et cela ne coûtera pas un sou à la collectivité! Si les motionnaires peuvent me dire combien cela coûte pour amener le train au tunnel depuis Aoste et depuis en bas jusqu'au tunnel du Mont-Blanc côté français...

Le président. Monsieur Lyon, veuillez vous en tenir à l'urgence, je vous en prie.

M. Jean-Pierre Lyon. Parfaitement, en ce qui concerne l'urgence, je veux savoir combien cela nous coûte, Monsieur le président. Si vous pouvez me le dire, je m'arrête de parler.

M. Alain Comte (AdG/TP). Suite aux explications du Conseil administratif en début de séance, je crois que nous sommes un peu partagés. C'est pour cela que le Parti du travail laissera la liberté de vote à ses membres en ce qui concerne l'urgence.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la motion est refusée par 27 non contre 25 oui (8 abstentions).

Le président. Le point que nous devrions traiter maintenant est l'interpellation I-35 et concerne la villa Dutoit. Etant donné que, plus loin dans notre ordre du jour, se trouve le rapport M-31 A sur le même sujet, nous discuterons des deux objets en même temps à ce moment-là. Nous passons donc au point suivant, la motion M-133.

8. Motion de M. Alain Marquet: «La Ville de Genève s'assure de l'origine de ses achats» (M-133)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la déclaration du Conseil d'Etat de Genève du 13 octobre 2000 concernant l'application de l'Agenda 21;
- les déclarations du Conseil administratif en réponse à une question orale posée lors de la séance du Conseil municipal du 12 septembre 2000, à 20 h 30, à savoir que la Ville de Genève achetait les bordures de granit dont elle avait besoin en République populaire de Chine;
- que ce pays ne garantit de loin pas que ces productions se fassent dans le respect des individus, de l'environnement et des lois en vigueur;
- que la Ville de Genève dépense chaque année des sommes importantes en fournitures diverses, que cela soit pour ses chantiers ou son administration;

---

¹ Annoncée, 2292.

Motion: origine des achats

- que la prise en compte de critères économiques doit impérativement se doubler de la prise en compte de critères éthiques;
- que les critères commerciaux imposés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne doivent pas occulter les aspects humains de toute transaction commerciale;
- que le principe du «mieux-disant» ne saurait s'affranchir des critères éthiques;
- qu'il est souhaitable, cohérent et légitime que les produits achetés soient extraits, transformés, fabriqués et transportés dans le respect des individus, de l'environnement et des lois internationales en vigueur,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'édicter une procédure d'achat qui permette de vérifier auprès des fournisseurs de la Ville de Genève que les produits achetés sont fabriqués, transformés, transportés dans le respect des personnes, de l'environnement et des règles internationales en vigueur.

M. Alain Marquet (Ve). Lors de sa séance du 12 septembre 2000 au soir, le Conseil municipal a pu entendre un de nos conseillers municipaux, M. Guy Dosan en l'occurrence, demander s'il était exact que les bordures en granit utilisées notamment dans l'aménagement ou la réfection des trottoirs de notre cité provenaient maintenant de Chine. Le conseiller administratif Christian Ferrazino a répondu que cela était exact et que, renseignements pris lors du lancement d'un appel d'offres international, l'offre chinoise s'est révélée 30 à 40% moins élevée que celle du fournisseur suisse habituel. Il faut croire que c'était une bonne question, puisqu'elle en a soulevé d'autres, par exemple celle de savoir dans quelles conditions ces bordures étaient fabriquées, selon quelles normes de sécurité et par qui (des enfants, des prisonniers politiques, des prisonniers de droit commun?). Ce sont des questions qu'on est en droit de se poser quand on sait la manière dont la Chine se permet de traiter les droits de l'homme.

Au-delà de l'exemple des bordures – ou de l'exemple de la Chine, qui m'est particulièrement cher, vous le savez – il importe, à mes yeux, que notre collectivité se dote d'une forme de contrat moral qui lui impose de privilégier des fournisseurs qui s'engagent pour le respect des droits humains, de l'environnement et des lois internationales en vigueur. Pour cela, en conformité avec l'Agenda 21 et avec les récentes déclarations du Conseil d'Etat, la Ville de Genève doit se doter d'un protocole concernant ses achats et ses fournitures, ou l'améliorer, si elle en a déjà un.

D'une part, le Conseil administratif nous a fait savoir qu'il entendait fixer dans les faits à 0,7% sa participation de solidarité en termes de coopération, c'est ce qui ressort d'une lettre que nous avons reçue le 20 novembre 2000; d'autre part, il nous a fait parvenir, dans le courant mars, un document intitulé «Règlement sur la coopération au développement, l'aide humanitaire et les droits des personnes»,

document dans lequel le Conseil administratif rappelle que la Ville mène une action dans les domaines de la coopération au développement, de l'aide humanitaire et des droits des personnes, que cette action est l'expression d'une politique de solidarité. Ces mesures tiennent compte des impératifs d'un développement durable.

Toujours dans le même document, je lis que les projets soutenus par la Ville de Genève doivent contribuer à la promotion et au renforcement des droits des personnes et que ces projets concernent l'égalité des droits entre les personnes, les droits des groupes humains exploités, les droits des groupes minoritaires et que ces projets s'inspirent des principes et des droits définis par les normes internationales relatives aux droits des personnes. Il nous semble qu'en la matière ce n'est pas le cas et, dès lors, le principe du «mieux-disant», qui se veut la colonne vertébrale des règles de l'OMC, ne saurait se limiter au domaine financier et l'imposer à tous. Ce «mieux-disant» doit aussi inclure une perception humaniste des échanges, et c'est ce que propose notre motion. Elle le propose parce qu'autrement le citoyen qui achète du café soumis au label Max Havelaar et des bananes vendues au profit d'un commerce équitable, qui boycotte les entreprises de menuiserie, par exemple, qui font un usage excessif des bois exotiques, ce citoyen se demande ce qu'il doit faire si la collectivité dans laquelle il vit ne respecte pas ces principes élémentaires.

Préconsultation

M. Peter Pirkl (L). Le groupe libéral est sensible à toutes les propositions qui visent à améliorer l'éthique, la transparence et l'égalité dans les marchés; en revanche, il pense que l'invite contenue dans la motion M-133 est mauvaise et vous propose de la remplacer par un amendement que je dépose et qui a la teneur suivante:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal demande au Conseil administratif, *dans ses procédures publiques d'achat (appels d'offres), que les fournisseurs soient le cas échéant invités à démontrer qu'ils s'inspirent des critères d'éthique (Agenda 21, règlement sur le développement durable), dans le respect des individus, de l'environnement et des lois internationales en vigueur.*»

En effet, nous pensons que le marché connaît une multitude de normes, de qualité et d'éthique - il y a notamment les normes ISO (Organisation internationale de normalisation), les normes DIN (Deutsches Institut für Normung), les normes des électriciens, les normes que tous les corps de métier édictent - et que le dynamisme dans ce domaine provient du marché, et non pas de l'Etat. Nous pensons que l'invite, telle qu'elle nous est proposée, risque de figer la notion

d'éthique dans l'esprit des fonctionnaires communaux, ce que nous voulons éviter. C'est pourquoi nous souhaitons que la notion d'éthique puisse être définie par le marché, sous contrôle des autorités compétentes, et non par des fonctionnaires qui décideraient, au sein de leur propre département, selon la teneur d'un règlement écrit, ce qui est éthique et ce qui ne l'est pas.

C'est la raison qui nous pousse à proposer une invite amendée – qui ne change rien aux considérants de la motion, que nous trouvons bons – qui dit simplement qu'il appartiendra à nos autorités de demander aux concurrents de démontrer qu'ils respectent les critères d'éthique applicables en la matière. De cette manière, cela permet d'atteindre les objectifs fixés par la motion M-133 tout en garantissant le fonctionnement d'un marché qui reste dynamique et qui ne puisse pas être bloqué par des procédures administratives interminables et insupportables.

M. Alain Marquet (Ve). Pour répondre au projet d'amendement de M. Pirkl, il me semble que de demander aux concurrents sur le marché de prouver qu'ils respectent les critères, c'est les mettre en face d'une possible obligation dont ils ne connaîtraient pas les règles définies au préalable. En revanche, l'établissement d'un protocole, d'une forme de règlement, sur les principes mêmes qui devraient régir ce type d'achat leur permettrait en toute connaissance de cause soit de se dire qu'ils ne sont pas à même de les respecter et de renoncer à se porter candidats, soit de constater qu'ils respectent les principes de ce protocole et que, dès lors, ils peuvent, en toute bonne foi, se porter candidats au marché qui leur est proposé.

M. Daniel Künzi (AdG/SI). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je pense que c'est une excellente motion qui nous est proposée là. En effet, la Ville doit se montrer comme un acheteur tout à fait exemplaire, *a fortiori* une municipalité de gauche, qui se soucie des droits humains et du développement durable. On incite les consommateurs à acheter prudemment, par exemple à veiller à ce qu'ils mettent dans leur tasse de café; la Ville de Genève doit donc, elle aussi, montrer l'exemple dans la mesure du possible. C'est la raison pour laquelle nous allons soutenir ce projet de motion.

M. Peter Pirkl (L). Monsieur le président, je réponds par votre intermédiaire à M. Marquet que l'idée ne consiste naturellement pas à ne pas s'inspirer des critères d'éthique. L'idée consiste simplement à ne pas prendre le risque de figer cette notion par une armée de fonctionnaires qui décideraient une fois pour toutes ce qui est éthique et ce qui ne l'est pas.

Au contraire, avec le système que nous proposons, les autorités demandent la démonstration de points particuliers ou de points généraux; il appartient donc aux concurrents d'avoir une approche constructive et active pour démontrer qu'ils res-

pectent ces critères ou qu'ils s'en inspirent. C'est ainsi que nous pouvons éviter que la notion d'éthique ne soit assimilée à un arbitraire pur, parce que défini par des règles non écrites, internes et secrètes de l'administration; c'est précisément ce que nous ne voulons pas.

M. Roger Deneys (S). Les socialistes soutiennent cette motion et, pour répondre en partie aux propos de M. Pirkl, je dirai que, pour les socialistes, la notion de développement durable est une notion d'intérêt général. Dans ce sens-là, on peut peut-être dire aujourd'hui que l'éthique a heureusement échappé aux lois du marché; espérons d'ailleurs qu'elle y échappera encore pendant un certain temps, de même que la notion de développement durable.

C'est vrai que les normes privées existent, les normes ISO existent, certes, c'est un modèle de société qui est peut-être à la mode aujourd'hui. On peut toutefois se demander ce que cela veut dire de développer une société dans laquelle les normes qui sont faites pour l'ensemble de la population sont des valeurs marchandes et commerciales qui s'achètent, qui se vendent. Je pense que c'est quand même le rôle de l'Etat de fixer un certain nombre de règles minimales qui doivent être respectées par l'ensemble des citoyens et, en l'occurrence, la motion de M. Marquet va dans ce sens et elle est tout à fait méritoire.

M. Peter Pirkl (L). Je voudrais simplement dire que la méthode que nous proposons permet d'atteindre tous ces buts. Quant à l'origine des normes que vous citez, c'est toujours le marché qui les crée, ce sont toujours les consommateurs qui les créent. Prenez la motion dont nous avons eu à débattre à propos des bois précieux, ce n'est pas l'autorité qui a une quelconque imagination en la matière, c'est toujours la rue, c'est la pression du marché qui le fait; elle fait les normes, le marché, elle définit ce qui est éthique, ce qui ne l'est pas, et c'est bien comme cela. Il convient d'éviter simplement que ces notions auxquelles nous tenons tous soient figées une fois pour toutes par des normes de type administratif.

M. Daniel Künzi (AdG/SI). Au fil du débat, il m'apparaît une raison supplémentaire de clarifier politiquement et idéologiquement le sens de cette motion. C'est, en fait, une mesure antilibérale, parce que le bon sens économique, comme certains veulent le penser, consiste à acheter au plus économique. Voilà, pour certains, quelles sont les règles du marché: ne pas se soucier de l'origine d'un produit, peu importe s'il est fabriqué par des esclaves ou au prix de la destruction de l'environnement, mais choisir le produit le plus économique. La Ville de Genève doit précisément imposer des normes contraires à cela, des normes éthiques, s'inscrire en faux contre les lois du marché et penser en termes d'achat de productions permettant le développement durable et respectant des critères de qualité.

M. Pierre Reichenbach (L). Monsieur le président, chers collègues, j'ai rédigé le rapport N° 268 A de la commission des travaux, présenté au Conseil municipal le 9 septembre 1997, sur la motion N° 122 intitulée «Pour une véritable garantie en matière de travaux publics» et concernant l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP). Nous avons eu beaucoup de difficulté à définir cet accord et à déterminer quelle était son application. J'ai beaucoup travaillé, avec mon collègue Sormanni, pour que cette application permette la compréhension de ces ouvertures de marché. Nous avons la chance d'avoir un magistrat, ou quelques magistrats, dans notre République qui cherchent à appliquer ces normes de la manière la plus souple et la plus correcte.

Il apparaît maintenant, et on peut le voir dans certains domaines, que les marchés publics, c'est un petit peu un marché de dupes, précisément, Monsieur Künzi, quand vous parlez du «moins-disant». Très souvent le «moins-disant» entre en matière et c'est lui qui est adjudicataire. Par exemple, dans le cadre d'un concours pour des travaux, il suffit de modifier quelque peu le chiffre initial pour que le marché soit vicié. A la limite, l'idée de M. Pirkl est d'obliger l'entreprise soumissionnaire à présenter des garanties, mais de ne pas laisser le soin à un collègue de collaborateurs, aussi compétent soit-il, de définir ces garanties.

Je sais qu'il y a quelques procès en cours à l'heure actuelle, suite à l'ouverture des marchés publics, parce que des entreprises ont été spoliées; elles croyaient qu'elles pouvaient soumissionner facilement à Genève et, résultat, elles n'ont pas pu le faire. Je le sais parce que j'ai eu une discussion sur le chantier d'un bâtiment que je construis actuellement, auquel on a appliqué les lois AIMP; on est venu se plaindre que certaines choses ne se passaient pas comme c'était souhaitable. C'est pourquoi je pense que la manière positive de M. Pirkl de poser le problème permettrait d'éviter des dérapages de quelques membres d'une commission Tartempion qui agirait selon son propre règlement.

Le président. J'aimerais éclaircir un point du règlement du Conseil municipal avant de continuer. J'entendais que M. Pirkl aurait joui d'un passe-droit quelconque du fait que je lui ai donné la parole. Monsieur Lescaze, ce n'est pas du tout le cas; je vous renvoie en effet à l'article 88, alinéa 2, qui nous permettait parfaitement, ou plutôt qui nous donnait l'obligation de donner la parole à M. Pirkl, auteur d'un amendement.

M. Alain Marquet (Ve). Monsieur le président, je vous rejoins d'autant plus que je trouve que le débat est particulièrement intéressant grâce à l'amendement de M. Pirkl, qui nous permet d'avancer autant sur la question que la motion que je vous ai proposée. Je voudrais quand même proposer de renvoyer cette motion à la commission des finances et que M. Pirkl y amène à ce moment-là son amende-

ment, qui pourra être détaillé beaucoup plus avant dans ses tenants et ses aboutissants.

Cela ne veut pas dire que je refuse cet amendement; j'essaie tout simplement de l'analyser, mais le temps est court, Monsieur le président, vous le savez, et j'aimerais que cette motion bénéficie d'un traitement plus réfléchi par l'étude aussi bien de l'invite que je propose que de l'amendement de M. Pirkl. Je ne peux pas affirmer pour l'instant que l'invite telle que je l'ai proposée est vraiment aboutie. Je suggère donc le renvoi de cette motion en l'état à la commission des finances, en insistant sur le fait qu'il faudrait vraiment qu'à ce moment-là la commission se penche sur l'amendement de M. Pirkl.

M. Robert Pattaroni (DC). Nous souscrivons tout à fait à cette proposition de renvoi étant donné que, comme vous le savez, les questions soulevées dans la motion et dans l'amendement sont des questions qui préoccupent actuellement bon nombre d'instances internationales, gouvernementales ou non, ainsi que les experts. Je ne vois pas comment nous arriverions, tout à coup, en deux coups de cuillère à pot, à trancher en faveur d'un système ou d'un autre. Ce serait bien si on avait cette capacité, mais il serait peu probable qu'on nous prenne au sérieux. Soyons donc sérieux et renvoyons cette motion à une instance qui, certes, n'aura pas toute la compétence qu'on pourrait souhaiter, mais qui, au moins, pourra nous remettre un texte sage.

M. Pierre Reichenbach (L). Je suis tout à fait d'accord de renvoyer la motion en commission, mais, ce que je suggérerai, Monsieur le président, pour qu'on ne perde pas l'unité de la matière, c'est que vous fassiez déjà voter l'amendement aujourd'hui, car vous verrez qu'en commission, quand le débat aura lieu, on trouvera certainement un compromis entre l'amendement et la motion. Ce serait dommage qu'on en vienne à faire un amendement seulement en séance de commission, alors qu'on pourrait le prendre en considération déjà ce soir, avoir le texte dans sa totalité, quitte à dire par la suite, en commission, que nous refusons cette variante, mais nous aurions au moins les deux sous les yeux. Voilà pourquoi je souhaite que nous votions aussi bien l'amendement que la prise en considération de la motion et son renvoi en commission.

M. Bernard Lescaze (R). Pour ma part, je parle pour la première et dernière fois sur ce point. (*Remarque.*) Oui, vous pourriez le dire à ceux qui s'apprennent à parler pour la quatrième fois!

Je pense que la proposition de renvoi en commission est sage, puisque cela nous permettrait de faire le tour du problème; c'est du moins à espérer. Le groupe radical n'est pas du tout opposé à l'invite ou à l'invite amendée de cette motion,

mais il aimerait bien que l'on ne s'occupe pas seulement des bordures de trottoirs en granit ou d'autres matériaux de construction. Est-on bien sûr, par exemple, que les jouets distribués lors de la fête des promotions des écoles enfantines répondent également aux critères qui ont été évoqués dans la motion déposée maintenant? Cela me paraît très important, parce que chacun sait, ici, que les jouets sont souvent fabriqués par des prisonniers, voire des prisonniers politiques, etc.

Je pense donc que cette motion mérite d'être étudiée attentivement et je suis tout à fait d'accord que ce soit par la commission des finances, si nous ne trouvons pas une autre instance mieux appropriée.

M. Alain Marquet (Ve). J'ai effectivement oublié dans ma liste, tout à l'heure, le citoyen qui n'achetait pas de ballon d'origine pakistanaise, sachant très bien dans quelles conditions il avait été fabriqué. C'est précisément ce à quoi, je suppose, M. Lescaze vient de faire allusion.

Pour qu'on n'oublie rien de ce qui a été proposé maintenant, je suggérerais que M. Pirkl, au lieu de faire un amendement qui remplace l'invite, en fasse un qui crée une invite supplémentaire. Celle-ci sera peut-être redondante avec celle que j'ai rédigée, mais elle aura au moins le mérite d'être adjointe à la motion et de nous permettre de nous assurer que les deux invites proposées pourront être discutées au moment du travail en commission.

M. Robert Pattaroni (DC). J'aimerais intervenir sur le plan pratique. Je suggérerais que le texte de la motion dise que le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'édicter soit une procédure, soit ce que demande M. Pirkl, ce qui permettrait d'entrer en matière sur les deux propositions. Je n'ai pas rédigé d'amendement allant dans ce sens, mais je pense que les libéraux ou les Verts vont peut-être le faire.

M. Roger Deneys (S). Pour répéter ce qui a déjà été dit, l'idée est évidemment plutôt d'ajouter l'invite des libéraux à l'invite initiale, afin d'étudier quelle doit être la part de responsabilité qu'on délègue au marché et quelle est celle qu'on laisse à l'Etat comme norme universelle. C'est donc une question à étudier en commission, afin d'aboutir peut-être à un texte qui ferait la synthèse des deux invites.

M. Peter Pirkl (L). Pour autant que cela n'enfreigne pas notre règlement, je pense qu'on peut effectivement accepter l'idée de dire «ou, ou»; maintenant, je ne sais pas si je dois venir vers vous pour écrire la correction à la main, ou si vous le faites vous-même d'office.

Le président. Il faut nous remettre un texte par écrit, mais nous avons toute latitude pour le rédiger comme vous le souhaitez.

M. Peter Pirkl. Je m'en rapporte alors à votre rédaction, l'idée étant de dire «ou, ou».

Le président. C'est-à-dire l'une ou l'autre des deux invites?

M. Peter Pirkl. Oui.

M. Alain Marquet (Ve). Nous sommes en train de faire un peu du bricolage, mais je pense que ce qu'il faut faire, c'est simplement prévoir que l'amendement de M. Pirkl, qui aurait dû remplacer mon invite, ne la remplace pas mais s'y ajoute. L'amendement de M. Pirkl devient donc simplement une invite supplémentaire, sans que l'on ajoute un «ou» exclusif ou un «et» exhaustif.

Le président. C'est moi qui évoquais tout à l'heure l'article 88, alinéa 2, mais n'en abusez pas, Monsieur Pirkl. Vous avez encore une dernière fois la parole.

M. Peter Pirkl (L). Mille fois merci, Monsieur le président. Moi, je voyais bien le «ou, ou» et que le tout soit, le cas échéant, renvoyé en commission.

Le président. Si je peux me permettre, il me semble préférable d'adopter les deux invites et de laisser ensuite le soin à la commission des finances d'étudier les deux possibilités. Il me semble que c'est plus simple.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. J'aimerais dire deux mots pour rassurer le motionnaire, qui pose des questions de fond importantes et auxquelles le Conseil administratif, vous le pensez bien, est particulièrement sensible. Le débat a l'air compliqué, mais, en réalité, il est fort simple. La question qui est posée est celle de savoir s'il faut appliquer finalement les lois du libre-échange, qui sont bien connues et qui ne tiennent pas compte d'une problématique environnementale ni de ce qu'on appelle les coûts externes, et en particulier les conditions de production, de travail, de transport des différents produits que nous souhaitons acheter, ou bien, au contraire, s'il faut intégrer l'ensemble de ces données dans notre réflexion.

Vous avez compris que, pour ce qui est du Conseil administratif, indépendamment des discussions que nous avons ici, le choix est déjà fait. Alors vous me

demanderez comment il se fait qu'il y ait eu cette fameuse commande de granit à la Chine qui a suscité le dépôt de cette motion. Je m'en étais expliqué au mois de septembre 2000, en répondant à M. Dossan, qui m'avait interpellé à ce sujet. Il en allait aussi d'une saine gestion des deniers publics, car vous savez que sur certains marchés la concurrence est très limitée; certains prennent des habitudes et, en l'occurrence, nous avions un fournisseur, toujours le même, qui avait la caractéristique d'augmenter régulièrement ses prix.

En étudiant l'évolution du dossier par rapport aux différentes années précédentes, j'ai pu constater que l'augmentation était assez linéaire et, comme il n'y avait pas de réelle concurrence, cela aurait en fait pu continuer assez longtemps. Dans cette hypothèse, avec l'ouverture des marchés publics, nous sommes tombés sur une offre qui, je vous le rappelle, permettait d'économiser 400 000 francs, ce qui n'est quand même pas rien. A partir de là, il me semblait judicieux de rappeler à ce fournisseur qu'il y avait des limites à tout et que nous n'étions pas prêts à accepter n'importe quel prix. C'est la raison pour laquelle nous avons passé cette commande auprès d'un fournisseur en Chine.

Maintenant, il est clair que ce n'est pas pour autant que nous avons revu les principes qui conduisent les adjudications et les règles en matière de marchés publics. Toutefois, je peux vous rassurer, Monsieur Marquet, ce ne sont pas les lois du marché qui vont déterminer les commandes que nous passons, mais c'est bien un ensemble de paramètres, parmi lesquels il y a, bien entendu, le prix, puisqu'il en va de notre responsabilité d'utiliser au mieux les deniers publics. Dans la notion du prix, nous intégrons ce que nous appelons les coûts externes, qui doivent être pris en compte et qui intègrent notamment toutes les notions de transport et de protection de l'environnement.

Je pense donc que le mieux, c'est effectivement de renvoyer l'ensemble, l'invite initiale de la motion et l'amendement, à la commission des finances; cela nous amènera peut-être à mieux faire comprendre la démarche suivie pour traiter ces différents dossiers. Vous savez, pour y avoir participé, que le département de l'aménagement, des constructions et de la voirie est particulièrement préoccupé par ces différentes données, en ce qui concerne la notion du coût, de même que la durabilité des matériaux utilisés. Je crois que ce sera l'occasion d'affiner cette réflexion tous ensemble et de nous assurer en tout cas que la politique menée par la Ville de Genève peut être considérée comme conforme aux dispositions de l'Agenda 21, à défaut d'être exemplaire.

Le président. La parole n'étant plus demandée sur ce point, nous allons procéder au vote en prenant tout d'abord l'amendement déposé par MM. Pirkl et Oberholzer en tant qu'invite supplémentaire, ensuite la prise en considération de la motion amendée et, enfin, le renvoi en commission.

Mis aux voix, l'amendement de MM. Pirkel et Oberholzer est accepté à l'unanimité.

Mise aux voix, la prise en considération de la motion amendée est acceptée à l'unanimité.

Mis aux voix, le renvoi de la motion amendée à la commission des finances est accepté à l'unanimité.

9. Motion de M^{me} Catherine Hämmerli-Lang, MM. Bernard Lescaze et Pierre Maudet: «Pour la plantation d'une haie de buis au parc des Franchises» (M-134)¹.

PROJET DE MOTION

Exposé des motifs

Le parc des Franchises a été installé sur l'emplacement de l'ancien jardin de l'Ecole d'horticulture de Genève. Il comporte une roseraie, une zone réservée aux oiseaux migrateurs et une place de jeux pour les enfants, avec un plan d'eau de faible profondeur.

Ce parc offre de grands dégagements bordés d'arbres d'essences diverses, répartis en une zone de feuillus et une zone de résineux.

En ce dernier endroit se situe un espace où les chiens peuvent être laissés en liberté, à condition d'être accompagnés, sur la portion située du côté de la route des Franchises (art. 41 du règlement sur la propreté, la salubrité et la sécurité publique – F3 15.04).

Cette portion du parc est en bordure d'une zone de dégagement visuel.

Parallèlement, de nombreux enfants et adolescents fréquentent ce parc.

A l'évidence, il est souhaitable qu'un entretien plus intense du parc des Franchises ainsi que la surveillance du respect de la zone précitée soient effectués.

La nécessité de préserver des lieux séparés pour les enfants et les canidés est évidente.

La plantation d'une haie basse est une manière préventive et douce d'atteindre le but recherché.

---

¹ Annoncée, 2292.

En délimitant ainsi la zone pour les canidés, la propreté et la salubrité du reste du parc des Franchises en seront améliorées.

L'intégration d'une haie basse, d'une hauteur maximale de 100 centimètres, est possible en bordure d'une zone de dégagement visuel.

Une plante indigène au feuillage persistant, tel le buis (*buxus*), dont l'esthétique n'est plus à démontrer, offre un refuge à toute une petite faune locale, ce qui est un facteur d'importance pour l'équilibre environnemental.

En agissant de la sorte et en explorant encore d'autres solutions, on contribuerait de manière sensible à préserver et à développer ce merveilleux patrimoine.

C'est pourquoi, pour que nos descendants puissent vivre dans un environnement intact et beau, il est urgent de mener une réflexion active sur ce sujet.

Considérant:

- l'importance de l'équilibre environnemental;
- la nécessité d'un entretien plus intense du parc des Franchises;
- la nécessité de préserver des lieux séparés pour les enfants et les canidés;
- l'intégration possible d'une haie basse en bordure d'une zone de dégagement visuel;
- l'esthétique d'une plante indigène au feuillage persistant,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à ordonner la plantation d'une haie de buis au parc des Franchises délimitant le terrain réservé aux canidés;
- à prévoir des mesures d'accompagnement susceptibles de garantir un entretien satisfaisant de cette haie.

M. Bernard Lescaze (R). Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, je crois que les considérants de cette motion sont suffisamment explicites pour montrer pourquoi nous souhaitons qu'une petite haie, au parc des Franchises, sépare les ébats des enfants de ceux des canidés. Puisque cette motion a déjà fait l'objet de diverses discussions, je vais aller directement à des propositions qui pourraient être faites.

Nous sommes tout à fait d'accord d'ajouter une invite pour demander un nouvel éclairage, encore faut-il que celui-ci soit modéré, car les parcs n'ont pas pour vocation d'être éclairés comme les voies publiques toute la nuit.

Ensuite, en ce qui concerne l'essence choisie, j'aimerais dire que, si le buis est tout à fait remarquable, il a surtout un mérite, c'est d'être une plante indigène. Cependant, si d'autres essences indigènes pouvaient être choisies, j'estime qu'il

appartient bien entendu au Conseil administratif, appuyé par les services compétents, de les choisir. Toutefois, nous nous élevons contre l'idée qu'on pourrait mettre, comme c'est trop souvent le cas à Genève, des haies de thuyas. Le thuya est une essence qui, d'ailleurs, n'est pas d'origine locale, qui se répand beaucoup, mais qui a pas mal d'inconvénients, raison pour laquelle cette plante tend, à l'heure actuelle, à être éliminée, notamment par la Commission des monuments, de la nature et des sites. Nous n'allons pas nous battre pour du buis, nous n'avons pas besoin d'en avoir des branches lors des Rameaux. Nous ne serions en revanche pas d'accord d'avoir des thuyas, parce que nous sommes d'avis qu'il faut plutôt essayer, même en ville, de procéder à l'arrachage des haies de ce genre.

Ce qui compte avant tout, le fond de la motion, c'est de pouvoir séparer, je le répète, les ébats des enfants de l'espace réservé aux chiens. Cela nous paraît relativement urgent, et je ne doute pas, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, que vous ferez bon accueil à cette motion.

(La présidence est momentanément assurée par M. Pierre Losio, vice-président.)

Préconsultation

M^{me} Monique Guignard (AdG/TP). Cette motion ne peut que réjouir les personnes qui fréquentent ce parc, puisqu'il est vrai que l'espace réservé aux canidés n'est pas défini, comme c'est le cas notamment au parc Bertrand. Toutefois, j'ai juste une petite observation; je lis dans l'exposé des motifs que les haies de buis offrent un refuge à toute une petite faune locale. Là, je crois qu'il y a un petit problème. En effet, j'imagine certains chiens un peu chasseurs, quelle aubaine pour eux! C'est pourquoi mon groupe désire enlever, dans la première invite, la spécification de la haie et dépose pour cela l'amendement suivant:

Projet d'amendement

Supprimer les mots «de buis».

Nous laisserons donc le libre choix de l'essence des arbres au Conseil administratif.

En outre, étant donné que ce parc deviendrait plus convivial, il s'agirait d'y augmenter un peu la lumière du côté de la route des Franchimses, où se trouve

une bordure d'arbres. Je dépose donc un deuxième amendement, qui consiste à ajouter l'invite suivante:

Projet d'amendement

«— à installer un éclairage adéquat en bordure du parc, route des Franchises».

En effet, les propriétaires de chien qui font l'effort d'utiliser cet espace se trouvent, à certains endroits, dans une pénombre telle qu'ils se demandent s'ils ne devraient pas prendre des chiens d'attaque pour se sentir un peu plus en sécurité, dès la tombée de la nuit. Plusieurs d'entre eux ne vont plus dans ce parc à la nuit tombante et préfèrent rester dans le quartier, où ils lâchent leur chien dans des lieux inappropriés et interdits.

Le président. Nous attendons le texte de vos amendements, Madame Guinard.

M. Damien Sidler (Ve). Cette motion propose de réaliser une barrière physique entre l'espace du parc où jouent les enfants et le terrain réservé aux chiens, au moyen d'une haie de buis. Les Verts n'y voient pas d'inconvénient, si ce n'est le coût relativement élevé de cette plante, dû à sa croissance très lente en comparaison d'autres plantes indigènes telles que le charme. Nous souhaiterions étudier éventuellement cela à la commission sociale et de la jeunesse ainsi que les autres points qui ont été discutés, mais nous pourrions aussi voter ce soir s'il semble que tout le monde soit d'accord.

Nous notons au passage l'évolution positive de l'argumentaire écologique du Parti radical depuis nos observations sur leur proposition de verdir le pont du Mont-Blanc avec des cyprès en pots. Les Verts sont très contents d'entendre que les radicaux estiment qu'il est urgent de mener une réflexion active sur l'équilibre environnemental, et nous espérons qu'ils soutiendront dorénavant d'autres projets d'envergure s'inscrivant dans le développement durable de la ville, à l'exemple de la mise en conformité des normes de sécurité et du développement durable du tunnel du Mont-Blanc, dont ils viennent justement de refuser l'urgence.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Le Conseil administratif n'est pas du tout opposé à cette motion, mais, Monsieur Lescaze, vous nous avez rappelé des critères d'esthétique et cette haie va peut-être occulter la belle perspective qui existe dans ce parc. Enfin, nous suivrons ce que vous désirez. Par ailleurs, il faut aussi savoir que cela va coûter en entretien, car il faudra tailler ces buis et les arroser; alors je compterai sur vous, au mois de décembre, lorsque nous vote-

rons les budgets d'entretien du Service des espaces verts et de l'environnement, si vous voyez ce que je veux dire.

Pour terminer, Monsieur Lescaze, je crois que nous avons la même conception de l'esthétique concernant les arbres et les arbustes. Dès mon arrivée au Conseil administratif, j'ai demandé à M. Beer de ne plus planter des thuyas; vous avez raison, cet arbuste vient du Japon, il est diffusé dans les grandes surfaces; il est tout à fait quelconque et n'est pas du tout adapté à l'esthétique de nos régions. Nous avons également demandé qu'on ne mette plus de bois fumant pour des raisons que vous connaissez. Quand j'étais gosse, il y en avait beaucoup; c'est vrai que c'est moins dangereux que certaines substances, mais il était utilisé par certains enfants.

Le président. La parole n'étant plus demandée, nous allons voter le premier amendement de M^{me} Guignard, qui tient à supprimer les mots «de buis» dans la première invite, ce qui donne: «à ordonner la plantation d'une haie au parc des Franchises délimitant le terrain réservé aux canidés».

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté par 26 oui contre 2 non.

Le président. Nous passons au deuxième amendement, qui consiste à ajouter une invite supplémentaire; je vous la relis: «à installer un éclairage adéquat en bordure du parc, route des Franchises».

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté à la majorité (1 opposition et quelques abstentions).

Mise aux voix, la motion amendée est acceptée à la majorité (1 opposition et quelques abstentions).

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à ordonner la plantation d'une haie au parc des Franchises délimitant le terrain réservé aux canidés;
- à prévoir des mesures d'accompagnement susceptibles de garantir un entretien satisfaisant de cette haie;
- à installer un éclairage adéquat en bordure du parc, route des Franchises.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

10. Résolution de MM. Guy Savary et Philippe Cottier: «Locaux vides à l'école Peschier» (R-31)¹.

PROJET DE RÉSOLUTION

Considérant que:

- les élèves ne rempliront pas toutes les classes de l'école Peschier;
- les besoins scolaires devront être couverts en priorité;
- de nombreuses associations pourraient bénéficier de ces surfaces, à titre provisoire,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'envisager un plan de mise à disposition des locaux sous-occupés de l'école Peschier en faveur de groupements divers.

M. Guy Savary (DC). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, vous savez que le PDC a toujours milité pour que, dans les écoles, il y ait des locaux à la disposition de la population, notamment dans les écoles nouvellement construites. Nous avons appris récemment, à la commission des travaux, que ce sera le cas à la future école des Ouches, et nous nous en félicitons.

En ce qui concerne l'école Peschier, il ne s'agit pas pour nous, à travers cette résolution, de stigmatiser des erreurs de calculs démographiques ni de savoir si l'évolution sociologique de la population dans le quartier de l'avenue Peschier s'est modifiée plus vite que prévu. Il s'agit tout simplement de prendre en considération l'invite qui dit que «le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'envisager un plan de mise à disposition des locaux sous-occupés de l'école Peschier en faveur de groupements divers».

Il est clair qu'il s'agira de passer des contrats très précis, même ceux à titre gracieux, pour qu'on puisse récupérer ces locaux quand la nécessité se fera sentir. Il est certain que les besoins scolaires sont prioritaires, mais, puisque l'école restera en partie vide - d'aucuns d'ailleurs disent que c'est un bienfait qu'une école commence avec quelques classes vides - il s'agit d'utiliser intelligemment ces locaux pour les mettre à la disposition de différents groupements, associations, comités divers, et pourquoi pas pour des répétitions d'orchestres de jeunes, si cela s'y prêtait. Je crois qu'il n'y a rien à craindre pour ce qui est des déprédations éventuelles, grâce à ces différentes locations. Si on craint un surmenage du

---

¹ Annoncée, 2292.

concierge, parce qu'il devra fermer tardivement ces différents locaux, je pense qu'on pourrait imaginer des entrées séparées pour que les groupements divers puissent utiliser ces locaux sous leur propre responsabilité. Ainsi, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs, à soutenir cette résolution et à la renvoyer au Conseil administratif.

Préconsultation

M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R). En préambule, je voudrais rappeler que la commission sociale et de la jeunesse préconisait la construction d'un demi-groupe scolaire à l'avenue Peschier et que ce n'est que devant l'insistance du Conseil administratif de l'époque que le Conseil municipal a voté finalement la construction d'un groupe entier.

Les radicaux ne soutiendront pas cette résolution, car il est prématuré de disposer de locaux dont la sous-occupation future n'est pas établie de manière péremptoire, d'autant que, selon la *Feuille d'avis officielle*, des logements vont être construits à l'avenue Peschier prochainement. Par ailleurs, je vous rappelle que, hormis les locaux affectés au parascolaire, qui devrait jouir d'une priorité absolue dans l'attribution des éventuels locaux mis à la disposition, à titre provisoire, des sociétés, les locaux doivent posséder un accès indépendant de ceux de l'école, cela pour des raisons évidentes, notamment au plan de la sécurité.

Le président. La parole est à Mme Ecuyer, qui a déposé un amendement.

M^{me} Hélène Ecuyer (AdG/TP). Je voudrais tout d'abord lire mon amendement; il s'agit d'une modification de l'invite:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'envisager un plan de mise à disposition des locaux sous-occupés de l'école Peschier *en priorité aux groupes parascolaires du quartier qui en auraient besoin. Ces locaux pourraient également être mis à la disposition des divers groupements et associations du quartier, pour autant qu'ils soient équipés d'un accès séparé.*»

Mon amendement va donc exactement dans le sens de ce que vient de dire Mme Hämmerli-Lang. Je voudrais dire qu'il faudra également tenir compte d'une autre chose importante, à savoir que lorsqu'on prête des locaux à des associations de quartier il est très difficile de les récupérer lorsque nous en avons à nouveau

besoin pour des classes ou d'autres activités parascolaires. Nous aimerions que vous souteniez cet amendement et, dans ce cas, nous pourrions accepter la résolution.

Le président. La parole est à Mme Künzler, pour les Verts, puisque ces derniers ont également déposé un amendement.

M^{me} Michèle Künzler (Ve). Les Verts soutiendront cette résolution; nous ajouterons juste un petit mot à l'invite, pour préciser que ce serait une mise à disposition provisoire des locaux.

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'envisager un plan de mise à disposition *provisoire* des locaux...»

C'est clair que nous avons demandé, au moment du vote de la construction de l'école Peschier, qu'il y ait cette disposition, car nous savions, déjà à l'époque, que cette école serait sous-occupée, mais nous ne pensions pas que ce serait à ce point! Nous avons estimé que c'était quand même plus économique, finalement, de construire un groupe scolaire entier plutôt qu'un demi-groupe et de devoir ensuite ajouter des éléments manquants. En l'occurrence, ces locaux sont vides, ils doivent donc être utilisés. Pour nous, la priorité doit être donnée plutôt aux cours de langues, par exemple, qui sont donnés dans d'autres écoles où tous les locaux sont occupés ou dans d'autres quartiers beaucoup plus peuplés. Ce serait peut-être plus judicieux de les mettre là, puisqu'il y a de la place, et ce serait dans le même type d'activité.

D'autre part, j'aimerais rappeler à ceux qui n'aimeraient y loger que des activités parascolaires que des locaux réservés à cet usage ont déjà été prévus à côté, dans une villa adjacente; je crois donc que ce serait inutile. Nous faisons confiance au Conseil administratif, qui trouvera une solution pour louer ces locaux de manière adéquate.

(La présidence est reprise par M. Bernard Paillard, président.)

M. Olivier Coste (S). En ce qui concerne une affectation provisoire de ces locaux, vu l'intérêt et la forte demande pour les activités pédagogiques développées dans nos musées et offertes par la Ville aux classes du canton, cela constitue-

rait peut-être une solution allant dans ce sens, dans la mesure où, en partenariat avec le Département de l'instruction publique, il pourrait y avoir une plus grande flexibilité dans l'attribution de locaux.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, vous vous souvenez de l'article de la *Tribune de Genève* sur cette affaire, publié le 1er novembre 2000. Mon collègue Ferrazino et moi-même avons été très choqués par cet article, parce que la journaliste nous avait fait passer pour responsables de la construction de cette école. Je veux bien, mais si mon collègue Ferrazino et moi-même avons la possibilité de construire des écoles en seize mois - puisqu'au mois de novembre nous étions depuis seize mois au Conseil administratif - nous serions vraiment des conseillers administratifs émérites. Nous le sommes peut-être, mais, pour travailler dans ces conditions, il faut vraiment être fortiche, un Zorro de la politique!

Nous avons répondu à la *Tribune de Genève* par les éléments suivants; je vous en donne lecture, excusez-moi si cela peut paraître un petit peu abruti: «Les évolutions de population dans le quartier de Champel-Malagnou ont conduit la Ville à prévoir, au début des années 90, un projet d'implantation d'une nouvelle école primaire de seize classes. En effet, sur la base des prévisions établies par le Service de la recherche en éducation (SRED)» – je rappelle quand même, Mesdames et Messieurs, que c'est le Département de l'instruction publique, le SRED, qui donne des chiffres aux communes en fonction desquels celles-ci construisent et entretiennent les établissements scolaires; c'est donc l'Etat, en l'occurrence M^{me} Martine Brunschwig Graf, qui nous a transmis ces chiffres – «on estime que la construction d'une telle école se justifie. Dès lors, la proposition du Conseil administratif de l'époque, acceptée le 16 septembre 1998 par le Conseil municipal» – à l'époque c'étaient M^{me} Burnand qui était responsable des constructions et M. Rossetti qui était responsable des locaux scolaires et qui occupait ma place – «était fondée sur les éléments suivants: une école de seize classes à construire à l'avenue Peschier en une seule étape.»

Je rappelle que l'on disait à l'époque que la construction en deux étapes aurait occasionné un coût supplémentaire de 800 000 francs et que vous aviez décidé de faire cette économie. Peut-être qu'il y avait des oppositions, c'est clair, mais la majorité du Conseil municipal avait voté dans ce sens. On disait aussi, à l'époque, que construire en deux étapes provoquerait des nuisances pour les enfants déjà scolarisés et pour le voisinage. On disait aussi que l'école prendrait place dans un secteur scolaire de Champel-Malagnou réorganisé, avec la suppression de la location de l'école de l'avenue Dumas, les quatre classes que vous connaissez, et l'abandon du projet de la petite école sur l'avenue Théodore-Weber, sur un espace vert. Je vous rappelle que l'école Dumas va devenir le nouveau Centre d'action sociale et de santé de Champel.

Je poursuis ma lecture: «Cependant, il avait été clairement annoncé, lors de l'examen du projet, qu'une partie des locaux construits pourrait rester inoccupée en attendant que les besoins se fassent sentir pour l'ensemble du groupe scolaire.» M^{me} Hämmerli-Lang a dit que des logements allaient être construits. En effet, M^{me} Marie-Laure François, secrétaire générale du Département de l'instruction publique (DIP), me disait dernièrement sur ce sujet bien précis que des bâtiments sont en voie d'achèvement dans le quartier, donc que des enfants vont venir dans cette école Peschier soit au mois de septembre 2001, si ces bâtiments sont terminés, soit au début de l'année scolaire suivante, ou alors en cours d'année.

Le choix effectué de construire une école de seize classes a donc bien été un choix politique, Mesdames et Messieurs, celui d'élus et d'élues qui ont notamment pour mission d'anticiper les attentes et les besoins de la population. C'est ce que nous disions, dans la *Tribune de Genève*, mon collègue Ferrazino et moi-même. Pour l'avenir, pour la rentrée de septembre 2001, selon les derniers renseignements fournis par le DIP, la situation de ce secteur sera la suivante: six ou sept classes seront normalement ouvertes dans la nouvelle école Peschier; de plus, l'enseignement spécialisé a fait une demande pour y transférer trois classes actuellement mal logées dans le quartier des Eaux-Vives. Une demande pour l'implantation d'une crèche dans ce quartier a été présentée par le Service de la protection de la jeunesse, car, vous le savez, il y a des besoins énormes dans ce quartier. J'ai réuni tous les responsables des crèches de Champel au mois de novembre 2000 au Palais Eynard; nous avons étudié cette solution et j'ai demandé à M^{me} de Tassigny, la déléguée à la petite enfance, de me rendre rapport. La question mérite donc d'être étudiée; c'est ce que nous disions dans la *Tribune de Genève*. De plus, le Conservatoire populaire de musique, qui est, comme vous le savez, largement subventionné par l'État, vient de demander des locaux en surface dans le quartier. Les classes inoccupées pourraient donc être utilisées dans ce sens.

Mesdames Messieurs, je peux d'ores et déjà vous dire que j'ai refusé que des locaux dans l'école Peschier soient attribués à des écoles privées, bien que certaines, notamment l'Ecole internationale et une autre école privée, en aient fait la demande, dans la mesure où la priorité – et cela, c'est ma conviction – va au logement des services publics et des associations largement soutenues par la collectivité. On s'aperçoit donc que l'article de la *Tribune de Genève* était fortement exagéré et que les autorités envisagent effectivement de valoriser au mieux les locaux existants avant d'en faire bénéficier les services publics et les associations proches de nous.

Mesdames et Messieurs, il ne faudrait pas que l'école Peschier devienne une véritable auberge espagnole, abritant toutes sortes d'associations. M^{me} Ecuyer a eu le courage de le dire il y a un instant, il est parfois difficile de déloger des associations qui occupent ce type de surface, et elles risquent de devenir des squatters,

genre de situation que vous êtes les premiers à décrier. Vous ne voulez certainement pas qu'on refasse une histoire comme celle de la Maison du Bout-du-Monde avec cette école Peschier. Vous seriez les premiers à demander ensuite l'intervention du Conseil administratif, avec le succès remporté à la Maison du Bout-du-Monde, je veux bien, mais il ne faut pas oublier que cela représente des heures et des heures de travail, de négociations après coup. La nature a peut-être horreur du vide, mais je pense que cette école va être utilisée et, encore une fois, le principe que je défends ici, c'est celui d'attribuer ces locaux aux services publics, puisque cette école a été financée par la collectivité publique.

Le président. La parole n'étant plus demandée sur cet objet, nous allons procéder au vote. Nous avons reçu deux amendements. Madame Künzler, j'ai une question relative à votre amendement: le mot «provisoire» que vous souhaitez ajouter s'appliquerait soit à la résolution initiale, soit à la résolution amendée? (*Acquiescement de M^{me} Künzler.*) Dans les deux cas. Nous allons donc commencer par le vote de cet amendement. Il s'agit d'ajouter, après «mise à disposition», le mot «provisoire».

Mis aux voix, l'amendement de Mme Künzler est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Le président. Nous passons donc au deuxième amendement, déposé par M^{me} Hélène Ecuyer.

Mis aux voix, l'amendement de Mme Ecuyer est accepté à la majorité (nombreuses oppositions, notamment du Parti libéral, et quelques abstentions).

Mise aux voix, la résolution amendée est acceptée à la majorité (opposition des Partis libéral et radical et quelques abstentions).

Elle est ainsi conçue:

RÉSOLUTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'envisager un plan de mise à disposition provisoire des locaux sous-occupés de l'école Peschier en priorité aux groupes parascolaires du quartier qui en auraient besoin. Ces locaux pourraient également être mis à la disposition des divers groupements et associations du quartier, pour autant qu'ils soient équipés d'un accès séparé.

11. Interpellation de M. Guy Savary: «Parlement des jeunes» (I-38)¹.

M. Guy Savary (DC). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, le Conseil municipal a soutenu massivement la création du Parlement des jeunes. Dans la même mouvance, nous souhaitons, toutes et tous ici, le développement le meilleur de ce parlement. Or nous constatons aujourd'hui que l'effectif des participants diminue au cours des années. Par ailleurs, dès le début, le Parlement des jeunes a eu de grandes difficultés à avoir la participation des diverses écoles genevoises. En effet, il est constitué avant tout de collégiennes et de collégiens, provenant principalement du Collège Calvin, mais il n'y a pas de représentants du monde des apprentis et très peu de l'École de culture générale (ECG), voire des écoles privées. Des tournées d'information en vue d'un «recrutement» avaient été organisées, mais sans grand succès.

J'en arrive à deux propositions, que le Conseil administratif, en particulier M. Tornare, voudra bien prendre en compte. Premièrement, il s'agit de revivifier le groupe de soutien créé assez récemment et auquel participent notamment d'anciens présidents du Parlement des jeunes, notre collègue Maudet, un membre de ma famille, etc. Je suis sûr que ces jeunes anciens ou anciens jeunes prêteront main-forte pour redynamiser ce Parlement des jeunes. Deuxièmement, il faudrait trouver un chasseur de têtes pour informer et motiver un grand nombre de jeunes, de la façon la plus diversifiée possible. Cela pourrait être quelqu'un qui vient de quitter le Parlement des jeunes, qui en a donc l'expérience de l'intérieur et qui pourrait être engagé pour faire de la prospection dans les différents établissements scolaires, y compris, bien sûr, comme je l'ai précisé au début, le Centre d'enseignement professionnel technique et artisanal et l'ECG.

J'estime que les participants actuels du Parlement des jeunes n'ont ni le temps, à cause de leurs études, ni assez d'énergie à disposition pour procéder à une large information. Il pourrait s'agir pour ce poste de chasseur de têtes, autre suggestion, d'une activité à 25%, par exemple, qui serait financée en partie par la subvention municipale, car je crois savoir que le Parlement des jeunes a quelques réserves monétaires. Il est évident que, si le Conseil administratif a d'autres idées à apporter à ce dossier, nous en serons fort aises et nous le remercions d'avance de prendre en considération ces différentes suggestions.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Monsieur Savary, je vous remercie de votre interpellation. Comme vous venez de le montrer, il y a effecti-

---

¹ Annoncée, 2292.

vement une crise au Parlement des jeunes, qui date d'ailleurs d'avant mon arrivée au Conseil administratif. Il est vrai que c'est un peu comme pour les vendanges, il y a de bonnes années et il y en a qui ne sont pas vraiment mauvaises, mais les récoltes sont plutôt rares. Lorsque Pierre Maudet et quelqu'un de votre famille, Jérôme Savary, étaient à la tête du Parlement des jeunes, il faut reconnaître qu'il y avait un certain dynamisme. Depuis quelques mois, ce dynamisme n'existe plus; il y a même eu des petits couacs.

Lors des votations du 25 novembre 2000, j'ai fait part au Parlement des jeunes de ma stupéfaction, parce que ce dernier a publié un peu partout des affiches demandant de refuser l'initiative socialiste liée aux dépenses militaires. Je dois dire que j'aurais réagi de la même manière si le Parlement des jeunes avait pris une position en faveur de cette initiative. Je pense en effet que, vu qu'il s'agit de l'argent du contribuable, puisque nous donnons à ces jeunes une vingtaine de milliers de francs par an, ils ne doivent pas prendre ce genre de position à deux ou trois. Cela a pourtant été le cas, puisque c'est une commission formée de trois personnes qui a pris cette décision. Ce n'est pas du tout représentatif et ce n'est absolument pas légitime. J'en ai parlé à Pierre Maudet et à votre fils, Monsieur Savary, ainsi qu'à d'autres anciens du Parlement des jeunes, de gauche comme de droite; ils ont tous trouvé que c'était une maladresse. Enfin, nous sommes des adultes plus âgés qu'eux et il nous arrive parfois de commettre des maladroites; nous pouvons donc pardonner aux jeunes ce genre de dérapage.

Avec le délégué à la jeunesse, M. Claudio Deuel, nous sommes en train de revoir les missions que nous pourrions affecter au Parlement des jeunes. Comme vous le savez, j'ai envie de le décentraliser, car c'est vrai qu'on y trouve trop souvent des collégiens, c'est-à-dire des jeunes qui sont représentatifs de certaines classes sociales, et que des jeunes apprentis ou des jeunes défavorisés, ou encore des marginaux n'y sont pas toujours représentés. Lorsque, avec mon collègue Ferrazino, nous organisons des débats dans les différents quartiers sur des sujets ayant trait à la vie de la municipalité, nous rencontrons parfois ces jeunes qui ne font pas partie du Parlement des jeunes. Ils ont des envies, des demandes, des besoins qui s'adressent aux pouvoirs publics, et il faut en tenir compte. Une décentralisation pourrait donc être une opération profitable pour réactiver, revivifier ce Parlement des jeunes, qui se réunirait de temps à autre, quatre fois par an par exemple, en séance plénière.

C'est une piste que nous avons lancée, Claudio Deuel et moi-même. Nous reviendrons donc devant vous, Monsieur Savary, avec des propositions fermes. Je crois qu'il ne faut pas condamner ce Parlement des jeunes, mais il est vrai que, de le revivifier en suivant les pistes que je viens de citer, ce sera peut-être une manière d'assurer sa survie. C'est dans ce sens que nous irons, Monsieur Savary, et j'espère que nous pourrons compter sur votre appui.

M. Guy Savary (DC). J'aimerais apporter juste une précision. Ce ne sont pas les affiches qui m'ont amené à faire une interpellation. J'y ai vu plutôt un débat démocratique, même si je n'étais peut-être pas d'accord sur certaines positions. Puisqu'ils disposent d'une certaine somme d'argent, ils ont également entrepris d'autres actions, humanitaires notamment, alors pourquoi ne pas prendre position une fois publiquement par rapport à tel ou tel sujet?

Quant à l'idée de décentralisation que M. Tornare vient de développer, je crois qu'il faudra bien réfléchir avant de se lancer; peut-être que le groupe d'appui pourrait d'abord se pencher sur ce point. Je comprends très bien l'idée de décentralisation, qui vise à toucher directement certaines catégories de jeunes, mais, pour que ce système fonctionne, il faudra un suivi sérieux et ne pas se contenter de rassembler le Parlement des jeunes dans cette salle. Il s'agira en effet de motiver ces jeunes et de garder la flamme intacte. Si décentralisation il y avait, je pense qu'il faudrait quand même prévoir une structure adaptée qui puisse soutenir une telle organisation. Je suggère donc que le groupe de soutien, peut-être avec vous, Monsieur le magistrat, réfléchisse avant de se lancer dans une telle structure. Elle pourrait aussi rester ici, dans cette salle, et voir comment amener finalement des jeunes de différents milieux à participer aux débats.

Le président. Je vous remercie. Le conseiller administratif Tornare va vous répondre, et cela sera la dernière intervention concernant cette interpellation. Je vous rappelle qu'il n'y a aucune discussion sur les interpellations.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Monsieur Savary, il est évident que nous fournirons aux jeunes cet appui logistique que vous souhaitez, mais il faut que l'indépendance du Parlement des jeunes puisse être garantie. Lorsque j'ai parlé de cette affiche, tout à l'heure, je voulais dire que, si un Parlement des jeunes représentatif, avec 80 délégués, avait pris cette décision de publication d'affiche, je n'y aurais pas vu d'inconvénient, mais cela n'a pas été le cas. Encore une fois, il y a peut-être une main-mise sur le Parlement des jeunes de la part d'une certaine jeunesse, de partis politiques, de gauche comme de droite, et je ne veux pas que cela devienne un lieu où quelques personnalités très fortes manipulent l'ensemble de la population. En effet, à la suite de ces votations du mois de novembre 2000, j'ai rencontré d'anciens élèves qui m'ont dit: «Regardez, le Parlement des jeunes a pris position contre l'initiative socialiste!» Or ce n'était pas la réalité. Trois personnes ne peuvent pas décider pour l'ensemble de la jeunesse. Je suis bien conscient qu'on n'arrivera pas à avoir un Parlement des jeunes entièrement représentatif de la jeunesse de ce canton ou de cette ville, mais il y a quand même des limites à la représentativité.

Pour ce qui est de la décentralisation, je crois qu'elle est souhaitée; il suffit de donner un exemple, dont mon collègue Ferrazino pourrait aussi parler. Lorsque nous avons organisé des débats à Planète Charmilles, nous avons rencontré des jeunes qui ne font pas partie du Parlement des jeunes et qui nous ont adressé un certain nombre de demandes concernant des locaux qu'ils désirent occuper; il s'agit d'équipements collectifs. C'est une manière d'aller à la rencontre des jeunes de ces quartiers, de prendre en considération les demandes qui sont réalisables, vu qu'on ne peut pas tout offrir à la jeunesse, et cela, c'est important.

Tout à l'heure, j'ai aussi oublié de rappeler que le déclin du Parlement des jeunes est dû au fait que les jeunes ont maintenant le droit de vote à 18 ans, alors qu'au tout début, Monsieur Maudet, ce n'était pas le cas, puisque les jeunes avaient le droit de vote à 20 ans. Il y a donc moins de jeunes qui sont intéressés par le Parlement des jeunes. Ceux qui veulent faire de la politique, on les trouve sur les bancs de gauche comme de droite – mais il n'y en a malheureusement pas assez – et ils essaient de s'intégrer plus rapidement à la vie politique et à la vie civique, et c'est tant mieux!

L'interpellation est close.

12. Interpellation de M. Roman Juon: «Au secours! les immeubles des Schtroumpfs s'écroulent!» (I-39)¹.

M. Roman Juon (S). Le titre de mon interpellation est certes un peu fort et accrocheur, néanmoins les Schtroumpfs commencent à souffrir de leur jeune vieillesse, si je puis m'exprimer ainsi. Les derniers immeubles ont été construits il y a vingt ans et les autres il y a, je crois, une trentaine d'années. Je peux toutefois me tromper sur les dates. Un certain nombre de morceaux de ciment tombent des acrotères, qui sont les parapets supérieurs. J'ai pu constater la situation, car, même si je n'habite pas le quartier, je m'y rends assez souvent. Certains habitants de ces immeubles m'ont montré ces dégâts qui ont été ce que j'appellerais purement et simplement «rebletzés», guère mieux qu'une chambre à air d'une roue de vélo.

C'est vraiment dommage, car on commence à constater de sérieux signes de vieillissement. Il serait regrettable de ne pas prendre des dispositions importantes, et je pense en effet qu'il faut maintenant songer à réparer et à rénover ces immeubles. Ce sera un tout, mais en plusieurs étapes, bien entendu, car il ne faut

¹ Annoncée, 2292.

pas oublier que c'était une expérience qui était tout à l'honneur de Genève et de notre magistrat de l'époque, Claude Ketterer. On vient du monde entier voir les immeubles créés par les architectes Frei et Hunziker, et je crois que cela vaut la peine de maintenir ce véritable monument d'habitation. Des délégations d'architectes du monde entier sont venues visiter ces hauts lieux. Ceux qui ne les connaissent pas encore devraient profiter d'y aller avant qu'ils ne s'écroulent.

Mon interpellation a juste pour but d'attirer l'attention des services du département concerné, en l'occurrence celui de M. Ferrazino, pour établir les devis et les études nécessaires tant qu'il est encore temps, et non pas au moment où ce sera trop tard. On a en effet beaucoup trop attendu dans bien des immeubles. Je me souviens que, déjà à l'époque, André Hediger, qui était encore chef de groupe du Parti du travail, intervenait sans cesse, il attaquait Claude Ketterer pour la non-intervention des services pour l'entretien des immeubles. Aujourd'hui, cela va mieux, mais il y a encore énormément à faire sur nos immeubles, sur tout notre patrimoine immobilier, culturel, sportif, artistique, etc. Je crois que c'est l'occasion ou jamais, étant donné que quelques pépins ont été constatés – il y a même des risques d'accident, puisqu'on pourrait recevoir un morceau de ciment ou une tuile sur la tête. Il faut donc absolument éviter que cela n'arrive. C'était là le but de mon interpellation: il faut faire attention. Agissez pendant qu'il est encore temps!

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, sachez que nous sommes conscients, au Conseil administratif, du problème que vient de soulever M. Juon; d'ailleurs, j'ai eu l'occasion d'en parler à titre personnel avec lui. Je rappellerai simplement, pour mémoire, que la ligne budgétaire pour l'entretien du patrimoine bâti a été augmentée cette année, et quand je dis entretien du patrimoine bâti, cela touche bien évidemment les Schtroumpfs.

Je crois que vous avez raison de dire que ce bâtiment des Schtroumpfs est d'une très grande valeur architecturale. En effet, comme vous, je confirme qu'il y a un intérêt international au niveau de la visite de ces bâtiments et je crois qu'il faut vraiment tout faire pour les maintenir en bon état, mais je sais aussi que M. Ferrazino et ses services ont pris le taureau par les cornes et vont passer aux actes. J'ajouterai simplement que je n'ai pas eu, à ce jour, de plainte de locataires concernant la mauvaise qualité de l'entretien à cet endroit. Il y a d'autres locataires qui se plaignent, mais pas aux Schtroumpfs.

M. Roman Juon (S). Je remercie M. Pierre Muller d'avoir répondu. Simplement, le jour où les locataires recevront un bloc de ciment sur la tête, ils ne pourront pas venir se plaindre, bien entendu! Ce sera peut-être leurs descendants qui le feront!

L'interpellation est close.

13. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 247 200 francs destiné à l'aménagement d'une liaison piétonne entre la route de Frontenex et le chemin Frank-Thomas (PR-112).

Préambule

De longue date, le Conseil administratif déploie des efforts de planification, de projets et de travaux afin de favoriser le développement des déplacements dits «doux», notamment pour les piétons.

La présente proposition a pour objectif de réaliser un tronçon de la promenade prévue entre le parc La Grange et le complexe sportif du Bout-du-Monde, situé entre la route de Frontenex et le chemin Frank-Thomas. Une partie de son assiette repose sur diverses parcelles privées, objets d'une servitude de passage public, et une autre représente un nouvel espace vert de la Ville de Genève. Ce parcours permet de relier les habitations aux arrêts de transports publics et aux équipements scolaires ou pour la petite enfance, en dehors des grandes voies de circulation.

Cette réalisation répond à diverses pétitions d'associations d'habitants et de parents d'élèves et motion du Conseil municipal, qui démontrent toutes la nécessité d'intervenir.

Exposé des motifs

Le Conseil administratif a adopté son plan directeur communal «Genève 2001» en 1993, qui recommande, notamment, l'amélioration du domaine public pour les piétons.

Pour y donner suite, la Ville de Genève a élaboré son «plan des mesures de la Ville de Genève en faveur des piétons», appelé «plan piétons». L'objectif est de développer et d'enrichir, quartier par quartier, le réseau interne des cheminements piétonniers, de décloisonner les quartiers entre eux par l'augmentation des possibilités de traversées, d'apporter plus de sécurité aux parcours existants.

Dans le cadre de la loi d'application de la foi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre, du 4 décembre 1998, la Ville de Genève a élaboré son projet de plan directeur des chemins pour piétons, actuellement à l'enquête publique et à l'examen du Conseil municipal. La promenade prévue entre le parc La Grange et le Bout-du-Monde, qui inclut le tronçon situé entre la route de Frontenex et le chemin Frank-Thomas, en est un des constituants.

Proposition: liaison piétonne entre la route de Frontenex
et le chemin Frank-Thomas

Tout en voulant assurer une continuité de la liaison piétonne, le projet d'aménagement porte sur deux parties distinctes du point de vue foncier.

Le plan localisé de quartier N° 27501-292, adopté le 1^{er} décembre 1982, prévoit un chemin pour piétons et cyclistes depuis la route de Frontenex, sur les parcelles N°s 2644, 740, 744, 2615, 900, 2612, 2613 et 2432, feuilles 24 et 45 de la commune de Genève, section Eaux-Vives, et sur la parcelle N° 234, feuille 1 de la commune de Cologny. Toutefois, la servitude de passage à pied et cycles mentionnée sur le plan n'a jamais été inscrite au registre foncier. Ce sentier a été réalisé partiellement par les constructeurs, mais toutefois sans éclairage public. Les usagers se plaignent du mauvais état d'entretien et de l'insécurité de celui-ci.

A l'ouest, sur la parcelle N° 2613, feuille 24 de la commune de Genève, section des Eaux-Vives, au raccord avec le chemin Frank-Thomas, le plan localisé de quartier prévoyait la cession gratuite à la Ville de Genève de cette parcelle, à destination d'installations d'utilité publique. Toutefois, ce principe n'a pas été suivi de réalisation; seule une sente s'est faite au gré du passage des promeneurs, entre les arbres, boueuse par temps humide, trop pentue et impraticable pour les poussettes. Le nettoyage et l'entretien sont délaissés, vu le statut foncier et juridique imprécis.

Pourtant, dans un quartier d'habitation entouré de voies de circulation importantes, la création de nouveaux chemins pour les cycles et pour les piétons, en direction des écoles, des équipements de jeux ou pour la petite enfance, en direction des arrêts de transports publics, s'avère primordiale.

En 1993, l'Association des usagers des transports publics a présenté la pétition N° 43 «Pour le prolongement des lignes 11 et/ou 14 des TPG dans le quartier de Frank-Thomas/Grange-Canal» demandant aux autorités de tout mettre en oeuvre pour être plus proche des transports publics. En 1998, l'Association des parents d'élèves des Eaux-Vives a présenté la pétition N° 81 «Pour un accès direct entre le quartier des Tulipiers et l'école des Allières», demandant un chemin plus direct et plus sûr entre l'école des Allières et le nouveau quartier des Tulipiers.

Par ailleurs, la motion M-1208, «Circulation autour des complexes sportifs et scolaires du plateau de Frontenex et de la campagne Picot», de M^{mes} Nicole Bobillier et Brigitte Polonovski, MM. Alain Dupraz et Jean-Pascal Perler, acceptée par le Conseil municipal le 14 septembre 1994, demandait la prise de mesures de ralentissement de la circulation autour de l'école de Pré-Picot. En réponse, plusieurs interventions ont eu lieu au chemin Frank-Thomas et au carrefour avec le chemin Grange-Canal, en collaboration avec la commune de Cologny.

L'adoption de la loi sur l'application de la loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre, du 4 décembre 1998, a apporté un nouvel instrument de planification, d'intervention et de négociation aux autorités.

Proposition: liaison piétonne entre la route de Frontenex
et le chemin Frank-Thomas

Dans le cas présent, la Ville de Genève a constitué un groupe de travail avec les services techniques municipaux, l'association des parents d'élèves et les propriétaires concernés. Après accord entre les partenaires, l'intervention se divise en deux: à l'est, dans le chemin partant de la route de Frontenex, il s'agit simplement de l'équiper de candélabres connectés au réseau d'éclairage public; à l'ouest, dans la parcelle triangulaire, il s'agit de dessiner un chemin sur une courbe de niveau inférieure, pour diminuer la pente, afin de le rendre accessible à tous, et de prévoir des liaisons avec le chemin des Amoureux et avec l'école de Pré-Picot, ainsi qu'avec le nouveau passage protégé à travers le chemin Frank-Thomas.

Concertation et information publique

La Ville de Genève a constitué un groupe de travail, composé des Services d'urbanisme, d'aménagement urbain et d'éclairage public, de la voirie, d'administration et des opérations foncières, et des espaces verts et de l'environnement. Ce groupe a rencontré l'association des parents d'élèves et les propriétaires concernés.

Le projet a été présenté aux représentants des propriétaires concernés dans une première rencontre, puis lors d'une deuxième séance de concertation, il a été possible d'obtenir l'accord de principe de la majorité des propriétaires.

Réponses aux motions, pétitions

La présente proposition répond de manière complémentaire aux conclusions de la commission des pétitions à la pétition N° 43 de l'Association des usagers des transports publics, acceptées le 21 avril 1998, et elle s'inscrit dans les conclusions de la commission des pétitions à la pétition N° 81 de l'Association des parents d'élèves des Eaux-Vives, acceptées le 12 janvier 1999.

Elle répond également de manière complémentaire à la motion M-1208, «Circulation autour des complexes sportifs et scolaires du plateau de Frontenex et de la campagne Picot», de MM. Alain Dupraz et Jean-Pascal Perler, M^{mes} Nicole Bobillier et Brigitte Polonovski, acceptée par le Conseil municipal le 14 septembre 1994.

Obligation légale

La réalisation de ce projet permettra aux autorités et aux propriétaires concernés de se mettre en conformité avec le plan localisé de quartier N° 27501-292. L'inscription formelle de la servitude de passage public à pied et cycles sur les

Proposition: liaison piétonne entre la route de Frontenex
et le chemin Frank-Thomas

parcelles N^{os} 2644, 740, 2615, 2612 et 2432, feuilles 24 et 45 de la commune de Genève, section des Eaux-Vives, et sur la parcelle N^o 234, feuille 1 de la commune de Cologny, ainsi que la cession des parcelles privées N^{os} 900, 744 et 2613, feuille 24 de la commune de Genève, section des Eaux-Vives, à la Ville de Genève, permettront d'améliorer la qualité du chemin et de lui donner enfin son assise foncière et juridique.

Description de l'ouvrage

L'aménagement projeté correspond au tronçon N^o 5 de la promenade du parc La Grange au Bout-du-Monde, inscrit dans le projet de plan directeur des chemins pour piétons, appelé le «sentier des Tulipiers». Il est composé de deux parties:

Sur les parcelles N^{os} 2644, 740, 2615 et 744, feuilles 24 et 45, le chemin existant, en matière graveleuse, est simplement remis en état, mais surtout l'éclairage public y est installé, par l'implantation de 12 candélabres de type Neuco, propres à l'aménagement des chemins publics en Ville de Genève. L'objectif est d'apporter la sécurité nocturne demandée par les usagers. Sur les parcelles Nos 2612, 2613, 900 et 2432, feuilles 24 et 45 de la commune de Genève, section des Eaux-Vives, et la parcelle N^o 234, feuille 1 de la commune de Cologny, le modeste sentier fait par l'usage est déplacé et amélioré en pied de talus et en lisière du cordon boisé. Les obstacles topographiques sont supprimés, par la réalisation d'un escalier de bois vers le chemin Frank-Thomas et de béton préfabriqué vers le chemin des Amoureux, en direction de l'école. Ce chemin s'inscrit naturellement dans le relief de combe et s'appuie sur les masses arborées existantes. Troncs et systèmes racinaires ne présentent plus de contraintes au cheminement, dont la largeur varie avec souplesse, créant des empochements propices à la mise en place de bancs. De même, l'installation de l'éclairage public sera plus aisée, hors de l'emprise des arbres. En outre, une aire aménagée révèle et exploite la morphologie des traces d'une structure ancienne du domaine antérieur à la réalisation du plan localisé de quartier, notamment un mur de soutènement ayant servi au palissage d'arbres fruitiers. L'aménagement projeté respecte les détails de la topographie et de la végétation existante.

Choix écologiques

Le projet entre dans le cadre de l'amélioration du paysage et de l'augmentation des surfaces vertes dévolues aux habitants. Le sol en gravier concassé, perméable, et l'éclairage public au sodium sont des solutions qui ménagent l'environnement.

SÉANCE DU 13 MARS 2001 (après-midi)
 Proposition: liaison piétonne entre la route de Frontenex
 et le chemin Frank-Thomas

Estimation du coût

CFC	Fr.	Fr.
40 Mise en forme du terrain	19 656	
41 Construction	71 929	
42 Jardin	25 060	
44 Installations électriques	37 500	
45 Conduites industrielles	11 000	
49 Honoraires (architecte, ingénieur, géomètre, notaire)	50 300	
Total HT		215 445
TVA 7,6 %		<u>16 374</u>
Total TTC		231 819
Sous-total I arrondi à:		231 820
55 Prestations du maître de l'ouvrage		
Honoraires de promotion		
– aménagement urbain (5,25% du sous-total I)		<u>12 170</u>
Sous-total II		243 990
54. Intérêts intercalaires sur le crédit de construction		
$\frac{243\,990}{2} \times \frac{6}{12} \times 5,25\%$		3 202
Sous-total III		<u>247 192</u>
Total du crédit demandé:		247 200

Les prix indiqués sont ceux du mois de décembre 2000 et ne comprennent aucune variation.

Autorisation de construire

Ce projet fait l'objet d'une requête en autorisation de construire en procédure accélérée qui sera présentée au Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement.

Délais

Le délai référendaire écoulé, les travaux pourront démarrer deux mois après le vote du Conseil municipal et dureront six mois. La date de mise en exploitation prévisionnelle est le printemps 2002.

Régime foncier

Une servitude de passage public à pied et cycles au profit de la Ville de Genève est inscrite sur la parcelle N° 234, feuille 1 de la commune de Cologny, et les parcelles N°s 2644, 740, 2615, 2612 et 2432, feuilles 24 et 45 de la commune de Genève, section Eaux-Vives.

Les parcelles N°s 2613, 900 et 744, feuille 24 de la commune de Genève, section Eaux-Vives, sont cédées gratuitement à la Ville de Genève.

Programme financier quadriennal

Cet objet est intégré dans l'enveloppe prévue sous le N° 102.55.00 «Aménagement, constructions et voirie: aménagement environnement urbain complémentaire à immeubles équipements, PLQ/PLCP 2000-2001» du 19° programme d'investissements quadriennal d'un montant de 5 000 000 de francs pour un montant de 247 200 francs.

Budget prévisionnel d'exploitation et charge financière

Les charges de nettoyage et d'entretien du chemin sis sur les parcelles N°s 2644, 740, 2615, 2612 et 2432, feuilles 24 et 45 de la commune de Genève, section Eaux-Vives et la parcelle N° 234, feuille 1 de la commune de Cologny, objets d'une servitude de passage à pied et cycles au profit du public, sont assurées par la Ville de Genève.

Les charges de nettoyage et d'entretien des surfaces vertes, ainsi que de consommation et d'entretien de l'éclairage public sont comprises dans le budget ordinaire du Service des espaces verts et de l'environnement, ainsi que du Service d'aménagement urbain et d'éclairage public.

Pour le reste, les charges financières sont les suivantes:

Charge financière annuelle sur 247 200 francs
comprenant les intérêts au taux VG de 5,25%
et l'amortissement au moyen de 10 annuités

32 403

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le service gestionnaire du crédit de construction est le Service d'aménagement urbain et d'éclairage public. Le service bénéficiaire est le Service des espaces verts et de l'environnement.

Proposition: liaison piétonne entre la route de Frontenex
et le chemin Frank-Thomas

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu le projet de plan directeur des chemins pour piétons de la Ville de Genève;
sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 247 200 francs destiné à l'aménagement d'une liaison piétonne entre la route de Frontenex et le chemin Frank-Thomas.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 247 200 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève dès l'année suivant la mise en exploitation, soit de 2003 à 2012.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, épurer ou radier toutes servitudes à charge et au profit des parcelles comprises dans le périmètre concerné (soit sur les parcelles N^{os} 2644, 740, 2615, 744, 2643, 2612, 2613, 900 et 2432, feuilles 24 et 45 de la commune de Genève, section Eaux-Vives, et sur les parcelles N^{os} 18 et 234, feuilles 1 et 2 de la commune de Coligny), afin de réaliser l'aménagement concerné.

Annexe: plan de situation

Proposition: liaison piétonne entre la route de Frontenex
et le chemin Frank-Thomas

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. J'aimerais dire deux mots pour rappeler que cette proposition s'inscrit dans l'esprit du «plan des mesures de la Ville de Genève en faveur des piétons», appelé «plan piétons», qui vise à favoriser la création de cheminements, tout particulièrement à l'intérieur des quartiers. Le quartier en question souffre du manque de liaison piétonne entre la route de Frontenex et le chemin Frank-Thomas. Le plan figurant à la dernière page de cette proposition vous montre le tracé du cheminement proposé, qui vise à permettre l'accès non seulement à l'école qui se trouve sur le haut du plateau, mais aussi aux arrêts des transports publics sur la route de Frontenex.

On l'explique dans le cadre de l'exposé des motifs, il y a eu, au fur et à mesure des plans d'aménagement, un certain nombre de dispositions qui ont été prises pour prévoir des servitudes en faveur de la Ville de Genève, mais qui n'ont pas été exécutées à ce jour. Il s'agit maintenant de régulariser l'ensemble de cette problématique, et, ce faisant, nous répondons d'ailleurs non seulement à un certain nombre de motions de votre Conseil, mais également à des demandes insistantes de la part des habitants, des parents d'élèves, demandes qui sont d'ailleurs rappelées dans le corps de cette proposition. Je vous suggère de renvoyer cette proposition à la commission de l'aménagement et de l'environnement, qui a eu à traiter du plan piétons et de cette problématique, et qui sera peut-être mieux à même de pouvoir y donner suite dans des délais raisonnables.

Préconsultation

M. René Winet (R). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il est vrai que la zone du quartier des Eaux-Vives-Frontenex s'est fortement développée au cours de ces dernières années. Cela a donné lieu à diverses motions et pétitions demandant les aménagements nécessaires pour satisfaire également les piétons, mais aussi, et surtout, pour assurer la sécurité des enfants qui fréquentent ces lieux pour se rendre à l'école. Divers aménagements ont été achevés, comme le passage à niveau à la hauteur du chemin Frank-Thomas et de l'avenue de la Gare-des-Eaux-Vives, ainsi que l'installation de feux à la hauteur de l'école de Pré-Picot sur le chemin Frank-Thomas, et aussi au carrefour du chemin Frank-Thomas et du chemin de Grange-Canal.

Demain soir, nous allons même déposer la résolution R-36 demandant au Conseil administratif de prendre les mesures nécessaires pour réduire les risques d'accidents au passage piétons entre le parc La Grange et l'entrée du stade de Richemont. Cette proposition PR-112 va sans doute dans le bon sens, et le Parti radical vous invite à la renvoyer à la commission de l'aménagement.

M. Olivier Coste (S). Le groupe socialiste se félicite que cette proposition soit enfin faite et souhaite sa réalisation dans les plus brefs délais. J'y suis particu-

Proposition: liaison piétonne entre la route de Frontenex
et le chemin Frank-Thomas

lièrement attentif puisque, au titre d'ancien habitant et enseignant du plateau de Frontenex, j'étais déjà intervenu, par une question orale, le 13 mai 1997 dans le sens d'une meilleure circulation dans ce nouveau quartier hautement densifié, où vivent de nombreuses familles. Je demandais que la Ville de Genève, par l'intermédiaire du Service des écoles et institutions pour l'enfance, ainsi que du Service d'urbanisme, envisage avec les propriétaires un aménagement du chemin situé entre la route de Frontenex et le chemin Frank-Thomas, de telle manière qu'il soit utilisable tout au long de l'année.

M^{me} Burnand, en septembre de la même année, répondait que, la Ville n'ayant pas la maîtrise du terrain, elle n'avait pas d'obligation d'entretien de ce chemin ni d'y installer un éclairage public, qui devrait être payé par les propriétaires. Heureusement, les choses ont changé. Ainsi, depuis bientôt huit ans, tous les enfants qui fréquentent l'école de Pré-Picot, ainsi qu'une bonne partie des adolescents qui se rendent au cycle de la Gradelle, ont un contact profond avec la nature, surtout les jours de pluie, slalomant entre les flaques de boue et les ornières. C'est aussi un parcours de gymkhana tout-terrain fort peu prisé par les mamans qui conduisent leurs enfants à la crèche, avec leur poussette. De plus, le non-éclairage de ce chemin le transforme en un endroit peu fréquentable dès la tombée du jour, et on y a déploré plusieurs incidents malheureux.

Les aménagements de parcours qui vont suivre les anciennes marques parcellaires, ainsi que l'éclairage proposé, vont améliorer sensiblement la qualité de vie dans le quartier de Frontenex.

Je me réjouis donc, avec les habitants du quartier, qu'une solution positive ait été trouvée, après concertation avec les propriétaires.

Inclus dans le projet d'ensemble de la réalisation de la promenade prévue entre le parc La Grange et le complexe du Bout-du-Monde, l'aménagement de ce chemin pourrait sûrement être mis en œuvre rapidement.

Je souhaite cependant qu'en application du plan directeur communal de 1993, «Genève 2001», la Ville négocie aussi avec les propriétaires des immeubles sis sur la parcelle de l'ancienne villa Frommel, afin qu'une liaison piétonne permette un accès direct entre les immeubles du haut de l'avenue de Frontenex et le plateau du même nom, où se situent le stade et un arrêt TPG, ce qui raccourcirait le parcours jusqu'à la crèche de Pré-Picot. Cet aménagement répondrait ainsi aux vœux de la commission de l'aménagement et de l'environnement tels qu'ils ont été signalés dans les conclusions du rapport N° 322 présenté le 11 mars 1998 sur le dernier plan localisé de quartier concernant le plateau de Frontenex, fait par M. Guy Savary.

Le groupe socialiste vous propose donc le renvoi de la proposition PR-112 à la commission de l'aménagement et de l'environnement.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Puisque l'on discute du renvoi en commission de l'objet proposé par le Conseil administratif, j'aimerais attirer l'attention du Conseil municipal sur le fait qu'en ce moment la commission de l'aménagement et de l'environnement étudie le plan directeur des chemins pour piétons. Alors, je pense qu'on y parle de ce qui se passera dans les quinze prochaines années au niveau de l'aménagement des cheminements piétonniers du type de ce qui est proposé ce soir. Je demande donc officiellement que la proposition PR-112 soit renvoyée à la commission de l'aménagement et de l'environnement, où il y a toute une série de détails qui vont être discutés. En effet, si nous commençons à entrer dans les détails maintenant, je ne sais pas où nous allons finir pour ce qui est du débat.

Le conseiller administratif M. Ferrazino est-il d'accord de renvoyer cela à la commission de l'aménagement et de l'environnement, qui est la commission vraiment apte à discuter de cela, étant donné qu'elle a auditionné des associations de quartier, des organisations pour la protection des enfants quand ils sortent de l'école? Je pense qu'avec M^{me} Wiedmer-Dozio on arrivera à faire quelque chose de concret. Le rapport sera un élément important pour l'avenir, pour tous les projets qui vont apparaître dans les prochaines années.

Voilà, Monsieur le président, la proposition que le groupe SolidaritéS et Indépendants de l'Alliance de gauche fait au Conseil municipal.

M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP). L'Alliance de gauche, Parti du travail, souscrit à la proposition PR-112 et demande également son renvoi à la commission de l'aménagement et de l'environnement.

Mis aux voix, la prise en considération et le renvoi de la proposition à la commission de l'aménagement et de l'environnement sont acceptés à la majorité (quelques oppositions).

14. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

15. Interpellations.

Néant.

16. Questions.

Néant.

Le président. Nous allons en rester là pour cette séance. Je vais simplement vous annoncer que nous aurons demain, à la fin de la première partie, une série de questions orales. Cela clôt notre séance. Nous reprenons à 20 h 30.

Séance levée à 18 h 55.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	3840
2. Communications du bureau du Conseil municipal.....	3842
3. Prestation de serment de M. Sacha Ding, remplaçant M. Jean-Luc Per- soz, conseiller municipal démissionnaire.....	3843
4. Election d'un représentant du Conseil municipal pour faire partie de la Commission de la petite enfance en remplacement de M. Jean- Pierre Oberholzer, démissionnaire (Règlement relatif aux conditions de subventionnement des institutions privées pour la petite enfance, art. 4) (RCM, art. 131, lettre B)	3843
5. Clause d'urgence sur la motion de MM. Sami Kanaan et Gérard Deshusses: «Pour un effort collectif en faveur du Théâtre de Carouge et le respect des décisions du Conseil municipal» (M-162).....	3844
6. Clause d'urgence sur la motion de M. Souhail Mouhanna: «Débâcle financière de la Banque cantonale de Genève» (M-168).....	3847
7. Clause d'urgence sur la motion de MM. Roman Juon, Sami Kanaan, Alain Marquet et Roger Deneys: «Pour un tunnel du Mont-Blanc conforme aux normes de sécurité et du développement durable» (M-160).....	3850
8. Motion de M. Alain Marquet: «La Ville de Genève s'assure de l'ori- gine de ses achats» (M-133).....	3852
9. Motion de Mme Catherine Hämmerli-Lang, MM. Bernard Lescaze et Pierre Maudet: «Pour la plantation d'une haie de buis au parc des Franchises» (M-134)	3862
10. Résolution de MM. Guy Savary et Philippe Cottier: «Locaux vides à	

l'école Peschier» (R-31).....	3867
11. Interpellation de M. Guy Savary: «Parlement des jeunes» (I-38).....	3873
12. Interpellation de M. Roman Juon: «Au secours! les immeubles des Schtroumpfs s'écroulent!» (I-39)	3876
13. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 247 200 francs destiné à l'aménagement d'une liaison piétonne entre la route de Frontenex et le chemin Frank-Thomas (PR-112) ...	3878
14. Propositions des conseillers municipaux	3888
15. Interpellations	3888
16. Questions.....	3889

La mémorialiste:
Marguerite Conus